

SEARCH FOR COMMON GROUND



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Consolidation de la paix
Réaliser une paix durable



Focus group mixte avec des adolescents

EVALUATION FINALE

Projet Conjoint UNICEF-FAO

« Deuxième Décennie Pour La Paix »

FÉVRIER 2021

Contacts:

Dr Amadou BOCOUM
Directeur Pays/Mali
Search for Common Ground

Adresse : Bamako-Mali

Numéro de Téléphone : 74 54 32 96

Email : [HYPERLINK](#)

Moussa LEWA
Coordinateur DM&E/Mali
Search for Common Ground

Adresse : Bamako-Mali

Numéro de Téléphone : 79 36 98 97

Email : mlewa@sfcg.org

Table des matières

1.	16
2.	30
3.	39
4.	43
4.1.	16
4.2.	16
4.3.	17
4.3.1.	17
4.3.2.	17
4.3.3.	17
4.4.	18
5.	21
5.1.	21
5.2.	22
5.3.	22
5.4.	23
5.5.	23
5.6.	Erreur ! Signet non défini.
5.7.	24
6.	25
6.1.	25
6.2.	28
6.3.	41
6.4.	43
6.5.	44
6.6.	45
7.	46
8.	47
9.	47
10.	48

Annexe 1 : Outils	45
Annexe 2 : Documents Utilisés	45
Annexe 3 : ToR	45

Abréviations

Association Malienne pour la Survie au Sahel	AMSS
Association Villageoise d'Epargne et de Crédit	AVEC
Comité d'Aide du Développement	CAD
Direction Régionale de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	DRPFEEF
Direction Régionale de la Production et des Industries Animales	DRPIA
Focus Group Discussion	FGD
Fonds des Nations unies pour l'enfance	UNICEF
Groupe de Recherche et d'Applications Techniques (GRAT)	GRAT
Junior Farmer Field and Life Schools	JFFLS
Organisation de coopération et de développement économiques	OCDE
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	FAO
Organisations Non Gouvernementales	ONG
PeaceBuilding Fund	PBF
Périmètre Irrigué villageois	PIV
Petits Périmètres Maraichers	PPM
Search For Common Ground	SFCG
Visites à Domicile	VAD

Liste des figures

FIGURE 1 : JUSTIFICATION DE LA PERTINENCE DU PROJET	26
FIGURE 2 : TEMPS OPPORTUN POUR LES FORMATIONS	29
FIGURE 3 : LES TYPES DE CONFLITS RENCONTRÉS	32
FIGURE 4 : EXISTENCE DES CONFLITS	41

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : CRITÈRES D'ÉVALUATION	17
TABLEAU 2 : ECHANTILLON TOUCHÉ PAR L'ÉTUDE	23
TABLEAU 3 : RÉACTIVITÉ DE LA MISSION AUX DÉFIS RENCONTRÉS	24
TABLEAU 4 : PERTINENCE DES ACTIONS PAR RAPPORT AUX DÉFIS DES COMMUNAUTÉS ET AUX OBJECTIFS DU PROJET	25
TABLEAU 5 : POURCENTAGE DE BÉNÉFICIAIRES TOUCHÉS PAR ACTIVITÉ À NIAFOUNKÉ, DIRÉ ET TOMBOUCTOU, MOPTI ET DJENNÉ	28
TABLEAU 6 : SATISFACTION PAR RAPPORT AUX FORMATIONS	30
TABLEAU 7 : TYPES D'ACTIFS ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	38
TABLEAU 8 : CONFLITS LES PLUS RÉCURRENTS PAR COMMUNE	42

Résumé exécutif

L'évaluation finale du projet « **Deuxième Décennie Pour La Paix** » a pour objectif d'évaluer la performance et les effets de l'intervention et de mesurer l'attribution de l'action aux changements liés à la consolidation de la paix et au renforcement de la cohésion sociale dans la zone du projet. Cette évaluation permettra à l'UNICEF la FAO et au PBF, ainsi qu'à au gouvernement Malien et l'ensemble des acteurs engagés dans le processus de consolidation de la paix au Mali d'améliorer (sur la base des leçons et recommandations) leurs stratégies des interventions futures visant à impliquer et à responsabiliser les jeunes et les femmes dans les processus de pacification ; de dupliquer les stratégies, les approches et les pratiques qui ont conduit au succès de l'intervention et de prendre en compte les limites, les défis et les facteurs d'échec lors de la formulation et de la mise en place de futures interventions relatives à l'implication et à l'autonomisation des jeunes et des femmes dans les processus de pacification.

Méthodologie

Une approche mixte et participative a été utilisée pour la conduite de cette évaluation finale. Les techniques suivantes ont été utilisées pour collecter les données permettant de répondre aux différentes questions d'évaluation: i) la revue documentaire, ii) des sondages, iii) les groupes de discussions ciblés, iv) entretiens individuels semi-directifs ainsi que l'observation directe lors des visites dans les communes d'intervention du projet. Deux sondages ont été réalisés dans le cadre de cette étude: l'un auprès des bénéficiaires directs et l'autre auprès des membres des communautés vivant dans les zones de mise en œuvre du projet. Au total ce sont 670 jeunes et adolescents bénéficiaires dont (43% de femmes) du projet qui sont âgés de 10 à 35 et 839 adultes membres des communautés dont (39% de femmes) ont été touchés par l'évaluation. En plus des sondages des données qualitatives ont été collecté avec 12 acteurs clés interviewés dans chaque commune, soit un total de 96 acteurs locaux interviewés pour évaluer le projet dans chaque commune, 4 focus group Discussion (FGD) ont été réalisés avec une moyenne de 08 participants par focus: 01 FGD avec les femmes, 01 FGD avec les hommes, 1 FGD mixte avec les jeunes et 1 mixte avec les enfants. Au total 32 FGD ont été réalisés dans les 2 régions.

Limitations

Des difficultés ont été rencontrées au cours de la collecte des données. Elles ont empêché l'atteinte de certaines cibles de l'échantillon. Ces difficultés sont liées au contexte (insécurité) et à la méconnaissance des activités du projet par certains répondants, ce sont : l'absence de certains bénéficiaires des localités ciblées lors du passage de l'équipe d'enquête, la réticence de certaines femmes à répondre aux questions en raison de la situation sécuritaire qui prévaut dans certaines localités, l'incapacité de certains bénéficiaires indirects de répondre aux questions en raison de la méconnaissance du projet, l'absence de certaines autorités communales et locales

(maires, préfets) et personnes des localités ciblées lors de la mise en oeuvre du projet et la difficulté de retrouver certains bénéficiaires ciblés ; ceux-ci n'ayant pas de téléphone.

Principaux constats

Pertinence

Le conflit perdure dans les régions d'intervention du projet avec des risques qu'il se répande dans des pays voisins. La montée de l'insécurité a d'importantes répercussions humanitaires notamment chez les jeunes. Le système d'enseignement traditionnel « do 'kayira » promu par le projet, a permis aux adolescent(e)s et aux jeunes filles et garçons qui sont concernés au premier chef par cette crise, d'acquérir des nouvelles connaissances en citoyenneté, confiance de soi, respect de l'autre, etc. pour qu'ils puissent agir en citoyens modèles et promouvoir la paix.

Le projet était pertinent au contexte des régions du Centre et Nord du Mali mais également s'inscrivait en droite ligne avec des cadres stratégiques des nations unies et du gouvernement et complémentaire des autres projets du PBF. La pertinence du projet se justifie également par la réponse de ses objectifs à des défis que sous-tendent l'idée du projet.

Les différents axes du projet et les actions entreprises dans la mise en oeuvre répondent aux besoins des populations cibles. Les formations reçues dans le cadre du projet ont permis aux participants d'acquérir des compétences sur les questions liées à la PAIX mais également d'œuvrer pour la résolution des CONFLITS dans leurs communautés. Après les formations, ce sont 64% des participants qui ont eu l'opportunité de mettre en pratique leurs acquis afin de résoudre les conflits mais également pour mener des actions de consolidation de paix. 76% des bénéficiaires hommes et 82% des bénéficiaires femmes estiment que les formations répondent à leurs besoins.

Efficacité

En raison de l'insécurité, le projet n'a pas pu couvrir les 24 communes ciblées. Dans le cercle de Diré, la commune de Tienkour a été abandonnée pour des raisons budgétaires. Les activités ont dû être également suspendues dans les villages de Attara (commune de Soumpi) et Arabebe (commune de Soboundou). Les différentes activités qui ont été réalisées sont : Formation en communication, Consolidation de la paix pour prévenir les violences faites aux enfants et aux femmes, U-report et Conception de Mini film, l'enseignement « Do'Kayidara », les visites à domicile (VAD), la mobilisation de masse, Ciné pirogue à travers l'approche « Paix en mouvement » avec la projection de film sur la Paix, Conduite de sessions de dialogues intercommunautaires, Implication des jeunes dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires et la Sensibilisation des populations sur la Covid-19.

Des conflits entre groupes et interpersonnels liés à la gestion des parcelles maraichères, intercommunautaires, armés, et des conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été abordés par les adolescent (e)s suite aux formations reçues.

les adolescents ont pu gérer à l'amiable trois conflits pastoraux que dans la commune de Tombouctou, à travers les clubs Dimitra. Dans la région aussi la participation des jeunes est jugée satisfaisante, ils ont abordé différents types de conflits (Conflits fonciers, Conflits liés à la gestion des ressources naturelles, Conflits de gestion de patrimoine, Conflits liés à la chefferie,

Conflits de leadership, Conflits politiques, Conflits liés au rapt, Conflits culturels (identitaires) et des conflits organisationnels) lors des dialogues communautaires organisés.

Les résultats obtenus montrent qu'après les formations ce sont 65% des femmes et 63% des hommes formés qui ont mené des actions de consolidation de la paix et 41% des jeunes (bénéficiaires et non bénéficiaires) qui affirment qu'un mécanisme de résolution des conflits adapté (aux jeunes) existent dans leur commune. Et, ce sont 71% des jeunes qui ont pu aider à trouver un règlement à l'amiable aux conflits dans leurs communautés ; parmi eux et 36% sont toujours actifs dans les mécanismes de résolution des conflits mise en place par le projet.

Dans les communautaires bénéficiaires cibles de la présente évaluation, ce sont 73% des bénéficiaires et 29% des non bénéficiaires qui estiment que les activités ont eu des effets positifs sur la cohésion et le vivre ensemble dans leurs communautés par l'instauration de la confiance entre les personnes par le dialogue.

Le projet a formé des adolescents bénéficiaires dont 45 % de filles dans les 24 communes. Ces formations, notamment en DO'Kayidara ont été utiles car les bénéficiaires ont pu tenir des sessions de dialogues, et des visites à domicile pour instaurer la paix et la cohésion sociale entre éleveurs, pêcheurs et agriculteurs qui jadis vivaient dans des situations conflictuelles.

Des mécanismes de résolution de conflits adaptés aux adolescent(e)s et aux jeunes filles et garçons sont opérationnels. Dans ce cadre ce sont 62 leaders communautaires (26 femmes) qui ont été formés et accompagnés à mettre en place des clubs Dimitra et sur l'approche et la gestion participative des groupes. Les 108 clubs dont 36 clubs pour les jeunes filles ont ainsi réalisé le diagnostic des conflits et élaboré un plan de réponse prioritaire suivant leurs capacités endogènes à les résoudre. Au moins chacun des 25 villages a traité au moins la première difficulté et entamé la résolution de la deuxième difficulté prioritaire. 73% des bénéficiaires directs et 29% des non bénéficiaires soulignent que ces activités ont eu un effet positif sur la cohésion et le vivre ensemble dans leurs communautés.

Cependant, seulement 12% des jeunes affirment disposer d'un espace ou un centre communautaire fonctionnel de dialogue et d'encadrement créatif et récréatif contre le recrutement des enfants par les groupes armés dans les communes de Pondori, Konna, Toguere-Koumbé, Tombouctou et Diré.

Grâce à l'appui du projet, 24 plans d'actions sur les activités de prévention du recrutement et promotion de la paix ont été élaborés avec la facilitation des associations d'adolescents et de jeunes. Les activités (avec le suivi des ONG de mise en œuvre et des comités locaux de protection dans chaque commune) ont permis de signaler 268 violations graves notamment le recrutement et utilisation, les viols et violences sexuelles, meurtres et blessures graves et l'enlèvement d'enfants.

Le projet a mené des actions pour améliorer l'implication des jeunes dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires mais la connaissance par les jeunes de la réalisation ou réhabilitation des actifs communautaires réalisés ou réhabilités dans le cadre du projet est faible (43% des jeunes bénéficiaires).

Et, 56% des bénéficiaires directs et 79% des bénéficiaires indirects (jeunes) estiment que ces actifs communautaires n'ont pas contribué à la protection et au bien-être des adolescents/jeunes. Ce qui pourrait s'expliquer par le fait certains actifs ne sont pas encore fonctionnels, et donc autant d'actifs dont les jeunes ne bénéficient pas encore directement. Mais pour les actifs déjà mis à disposition, ils ont permis de forger une collaboration entre les jeunes ; en travaillant ensemble et se côtoyant, cela a favorisé la cohésion et permis des interactions pacifiques par endroit.

34 groupes AVEC regroupant 850 membres (45% femmes) ont été mis en place et animent des échanges sur les thèmes de la paix, la sécurité, leur activité économique, l'éducation et la nutrition des enfants. Sur la base des besoins des bénéficiaires et de façon participative le projet a réalisé, afin de soutenir la cohésion sociale : 2 sites de Junior Farmer Live School (JFFLS) en maraichage (Sandigui à Kona-Mopti et Tassakane- Alafia-Tombouctou) ; 2 sites de JFFLS cage flottante (2 à Bargodaga -Mopti et 1 à Bourem Inaly Tombouctou); 14 noyaux d'embouches ovines , 12 noyaux d'embouches bovines à Mopti, distribution d'intrants (piscicole, maraîchers et rizicoles) à Mopti et Tombouctou et la mise en place de comités de gestion dans chaque site est en cours.

Malgré un contexte sécuritaire difficile, le projet a pu appuyer pour la réalisation d'un inventaire des conventions locales existantes : dans le village de Kouakourou cercle de Djénné, existence de convention locale de gestion des ressources naturelles (forestières, agricoles, pastorales, fauniques et halieutiques), une relecture et large diffusion a été faite. Des conventions de gestion des ressources piscicoles ont également été élaborées dans les communes de Youwarou et Dirma. Enfin, pour améliorer le contexte de la protection sociale un protocole d'accord a été signé avec les services techniques pour renforcer les capacités des bénéficiaires sur les techniques de gestions des Petits Périmètres Maraichers (PPM) dont 3 sites à Mopti et 4 sites à Tombouctou et Périmètre Irrigué villageois (PIV) dont 6 sites à Mopti et 4 sites à Tombouctou.

Malgré les difficultés rencontrées dans l'exécution de certaines activités (actif communautaire non fonctionnel, difficultés dans la mise en place de commissions foncières en raison de l'insécurité) les résultats obtenus par le projet en matière de promotion de la paix et des relations positives et non violentes entre communautés, entre ethnies, entre femmes et hommes sont satisfaisants. Les renforcements des capacités des adolescent (e) s, et les jeunes filles et garçons ainsi que des communautés ont contribué à restaurer l'entente et la cohésion entre éleveurs peuls, pêcheurs bozos et agriculteurs dogons et bamanan ; en témoignent les types de conflit résolu. L'implication des jeunes dans la résolution des conflits au sein des communautés ciblées est satisfaisante à très satisfaisante par 67% des leaders communautaires. Ce qui précède démontre la solidité de la théorie du changement du présent projet dans le contexte des régions et localités ciblées.

Changements Observés Et Sensibilité Au Conflit

57% des leaders affirment que ces changements positifs sont perceptibles dans les communautés bénéficiaires. Les activités du projet ont permis aux membres des communautés bénéficiaires d’acquérir des connaissances et compétences pour la prévention/gestion des conflits. Cependant l’impact du projet reste mitigé car toutes les activités (infrastructures par exemple) n’ont pas pu être réalisées ; des conflits perdurent toujours dans certaines localités. Suite à la mise en œuvre des activités, des réactions négatives ont été signalées à Toguere-Koumbé notamment où des réalisations du projet ont été détruites par des groupes armés. Des tensions ont également été signalées au sein de certains ménages à cause du fait qu’un membre du ménage refuserait de partager avec les autres membres du ménage l’assistance qu’il a reçu.

Efficienne

Toutes les activités ont été mises en œuvre conformément au calendrier sauf dans la commune de Tombouctou où un retard a été constaté dans la conduite des activités rizicoles. Les ressources financières pour la réalisation des activités se sont avérées insuffisantes par endroit entraînant la réduction de la durée des formations à Tombouctou par exemple. Les ressources mises à disposition ont par ailleurs été utilisées de façon optimale. Le projet a conduit à des financements complémentaires dans le cadre de la lutte pour la prévention de la COVID-19 de la part de l’UNICEF. Des synergies ont été recherchées avec d’autres acteurs dans les communes d’intervention.

Genre

L’inclusion du genre et à la participation des femmes et adolescentes dans tous les aspects de la mise en œuvre ont été effectifs selon les différents acteurs rencontrés. Les groupes des femmes et des clubs des jeunes ont été associés dans l’établissement des mécanismes communautaires de protection de l’enfant où ils ont joué un rôle crucial dans l’élaboration et la mise en œuvre des plans d’action sur les activités de prévention du recrutement, promotion de la paix et de la cohésion sociale. L’ensemble des acteurs rencontrés soulignent le rôle que joue désormais les adolescentes dans le changement pour la paix et la cohésion sociale à travers les VAD. Il en est de même dans la prévention contre la COVID19 à travers les réseaux sociaux notamment. L’égalité des sexes a été prise en compte dans toutes les activités, l’enseignement traditionnel Do Kayidara a connu une grande implication et participation des filles, elles représentent 46% des participants.

Viabilité

9% des parties prenantes pensent être en mesure de partager les connaissances acquises avec la communauté après le projet car les formations reçues ont été de bonne qualité. La stratégie du projet qui a consisté à installer des points focaux mais également les différentes organisations mises en place sont de nature à assurer la durabilité des acquis. Cela dit, il existe aussi des facteurs susceptibles d’entraver la durabilité des effets de l’intervention parmi lesquels l’insécurité, la non-implication de certains services techniques/autorités et le manque d’entretien des actifs de grandes envergures faute de motivation ou de ressources financières. Les comités de

gestion des actifs mis en place par le projet pourraient prendre le relais avec le système de cotisation instauré pour entretenir certains actifs (de petite envergure).

Conclusions

Le projet, à travers ses actions est pertinent. Le fait d'impliquer les jeunes dans les activités de prévention, de gestion des conflits et de consolidation de la paix pour la cohésion est tout aussi pertinent. Des résultats probants ont été atteints grâce aux mécanismes traditionnels pour promouvoir la cohésion ainsi que des partenaires locaux qui est un fort ancrage au sein de localités d'intervention. Les jeunes, acteurs des conflits, ont développé des capacités pour contribuer à la cohésion sociale. L'implication de l'ensemble des couches des communautés bénéficiaires a permis aux jeunes et aux femmes d'être formés et de mener des actions de consolidation de la paix notamment par le biais de règlement à l'amiable.

Le projet a fait face à différents types de défis liés à l'insécurité et aux ressources financières limitées entre autres. Même si des conflits persistent dans certaines localités, il a été constaté par cette évaluation que les jeunes peuvent développer des capacités pour contribuer à la cohésion sociale. Des leçons tirées de la mise en œuvre et des recommandations ont été formulées à l'endroit des acteurs de mise en œuvre dans le présent rapport.

Recommandations

Les recommandations ci-dessous sont formulées à l'endroit des différentes parties prenantes au projet. Elles sont présentées en stratégiques et opérationnelles par parties prenantes.

➤ **Stratégiques:**

Au gouvernement du Mali

- Les ministères de tutelles doivent assurer la pérennisation des acquis du projet en tant que projet de type catalytique.

Aux communautés bénéficiaires

- Signer des contrats de concession des actifs pour une gestion efficace;
- Au-delà des jeunes, continuer d'examiner l'environnement social, économique et politique pour comprendre l'origine des conflits et comment les transformer.

Aux ONGs partenaires

- Dans la mesure du possible, et dans les zones respectives d'intervention, faire le lien entre les acquis du projet et d'autres projets en cours ou à venir.

A la FAO et l'UNICEF

- Établir un cadre de concertation entre différentes ONGs partenaires qui exécutent le même projet pour la coordination des actions et l'apprentissage ;
- Poursuivre les efforts d'assistance sur les thématiques du projet dans les deux régions.

➤ **Opérationnelles**

Aux communautés bénéficiaires

- S'investir pour la continuité des actions du projet et le fonctionnement des actifs créer en collaboration avec les leaders, autorités et surtout collectivités locales.
- Élargir le projet à d'autres communes des cercles ciblés ;
- Faciliter l'accès des partenaires intervenants dans les localités/communes ;

Aux ONGs partenaires

- Développer des critères de ciblage claires et connus des bénéficiaires. Des mécanismes de redevabilité (plainte/feedback) devraient être mis en place afin de communiquer avec les bénéficiaires et non bénéficiaires ;

A la FAO et l'UNICEF

- Veiller, dans le cadre du retrait du projet, que les services techniques soient impliqués et, impliquer systématiquement ces services techniques dans la mise en œuvre de projets similaires ;
- Dans le cadre d'une mise en œuvre conjointe des différents volets d'un projet, procéder plutôt à une répartition zonale des activités par partenaire de mise en œuvre pour plus d'efficacité et d'efficience.

1. Contexte du projet

Le projet « Deuxième décennie pour la paix » est un financement du Bureau d'Appui des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBSO). Les deux agences des Nations Unies récipiendaires du projet sont les Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) comme tête de file et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Le projet a été mis en œuvre en partenariat avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales que sont : le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Elevage et de la Pêche, le Ministère de la Communication et de l'économie Numérique, les Directions Régionales du Développement Social et de l'Economie Solidaire, et les Organisations Non Gouvernementales Action Mopti, Sahel Etude Action pour le Développement (SEAD), Association Malienne pour la Promotion du Sahel (AMAPROS) et le Groupe de Recherche et d'Applications Techniques (GRAT). Avec un budget de 1.500.000 Dollar, le projet s'étalait initialement du 15 Novembre 2018 au 15 Avril 2020 (18 mois) mais il a bénéficié d'une extension de 6 mois pour prendre fin en Novembre 2020. Le projet a couvert huit communes dans la région de Tombouctou et 16 communes dans la région de Mopti.

Ce projet est intervenu dans un contexte caractérisé par l'extension de la crise au centre du pays notamment les régions de Mopti et Ségou. L'affaiblissement de l'Etat et un sentiment d'injustice face à la recrudescence d'activités criminelles (groupes djihadistes et bandits) ont favorisé la création de groupe d'auto-défense dans cette partie du Mali.

A partir de 2015, la zone du Delta intérieur du fleuve Niger (le Macina) est devenue un foyer d'insécurité. Cette zone de brassage en raison de la présence de plus de la moitié des ethnies du pays et de l'ensemble des systèmes de production est aussi de tout temps une zone de conflits épisodiques entre populations autour de l'exploitation des ressources naturelles. Les différends étaient résolus durablement jadis par des mécanismes endogènes de gestion. Mais force est de constater que la nature des conflits a changé.

Les adolescentes et les jeunes filles et les femmes sont les plus affectées par ces conflits. Elles étaient déjà victimes de violences basées sur le genre, de discrimination (exclues des instances de prise de décision) et d'autres pratiques culturelles néfastes (mariages précoces par exemple). Pourtant elles (adolescentes, filles et femmes) et les jeunes de façon générale n'étaient pas associées à la prévention et la gestion des conflits.

Le projet a été conçu sur la base de cette analyse en se focalisant sur les conflits inter communautaires qui sont les plus récurrents dans les deux régions. Il s'est adapté également à la COVID19 dans la mise en œuvre des différentes actions (telles que les formations et autres activités de masse). L'objectif du projet est d'outiller les jeunes de 10 à 19 ans en matière d'identification, d'analyse et de gestion des conflits inter ethniques, et à développer et mettre en œuvre des activités de promotion de la paix et de la cohésion sociale. L'atteinte de cet objectif passe par la réalisation de quatre principaux résultats et l'exécution d'un certain nombre d'activités à savoir :

- **Résultat 1 : 3400 adolescents et les jeunes âgés de 10 à 19 ans (dont 30% d'adolescentes et de jeunes filles) des communautés d'éleveurs, de pêcheurs et d'agriculteurs vivant le long du fleuve contribuent aux efforts de consolidation de la paix dans 24 commune cibles.** Les activités majeures afférentes à ce résultat sont la formation des jeunes (communication, Consolidation de la paix, Do'kayira et autres enseignements traditionnels etc.), la conduite des activités de visites à domicile de dialogue communautaire et communication de masse et la diffusion des spots et des émissions radiophoniques interactives sur la paix, la prévention des conflits et la cohésion sociale, la formation des formateurs sur la médiation et la résolution des conflits ainsi que la formation des filles et garçons à l'identification, l'analyse, la médiation et la gestion des conflits. Mise en des clubs d'écoute communautaire au Club Dimitra pour analyser toutes les problématiques communautaires y compris celles spécifiques aux femmes et aux jeunes afin de pousser la communauté à l'action pour les résoudre tout en associant ces couches aux processus de décision et d'action communautaire.

- **Résultat 2 : 3400 adolescents et jeunes âgés de 10 à 19 ans (dont 40% d'adolescents et de jeunes filles) des 24 communes sont impliquées dans la prévention au recrutement des adolescents et des jeunes au sein de leurs communautés.** Les principales activités mises en œuvre sont la formation et l'appui des jeunes dans le développement et la mise en œuvre des plans d'action pour mener les activités de sensibilisation et mobilisation communautaire, la mise en place et ou la redynamisation des espaces créatifs et récréatifs et l'accompagnement des adolescents et des jeunes dans l'organisation des espaces d'échanges et de discussion sur la paix et les risques et conséquences du recrutement.

- **Résultat 3 : 1000 adolescents et jeunes des communautés d'éleveurs, de pêcheurs et d'agriculteurs vivant le long du fleuve sont impliqués dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix.** Les activités majeures sont la réalisation des actifs communautaires, organisation des jeunes filles autour des associations villageoises d'épargne et de crédit féminines ou des initiatives d'activités économiques pour soutenir les activités des femmes, l'élaboration et la mise en œuvre des conventions ou la dynamisation de conventions existantes, l'identification et la dynamisation des commissions foncières en matière de gestion des risques pastoraux et l'identification et la valorisation des modes traditionnels de gestion des conflits intercommunautaires. A celles-ci on peut ajouter la mise en place et l'animation des « Junior Farmer Field and Life » (JFFLS).

- **Résultat 4 : Au moins 4 organisations de jeunesse ont contribué à la réponse COVID19 du gouvernement à travers la planification et la mise en œuvre d'activités de sensibilisation visant à renforcer la prévention de la COVID 19 mais aussi la cohésion sociale.**

Les bénéficiaires directs du projet sont les adolescent(e)s et jeunes filles et garçons (en fondamental 2 âgé(e)s de 12 à 16 ans), les adolescentes et jeunes filles et les femmes et les chefs traditionnels et coutumiers. Le projet a touché également (bénéficiaires indirects) les communautés d'agriculteurs, les communautés d'éleveurs et les communautés de pêcheurs qui vivent dans les 24 cercles le long du fleuve dans la partie Nord de Mopti et la partie Sud de Tombouctou. Les activités du quatrième et dernier résultat sont la sensibilisation sur la COVID19 et la réalisation d'une enquête CAP sur la COVID19 et la cohésion sociale.

2. Introduction

Le projet « Deuxième décennie pour la paix », présenté dans le chapitre ci-dessous, est arrivé à sa fin après une période d'extension de six mois en raison, entre autres facteurs, des difficultés d'accès, de la fièvre hémorragique de Crimée Congo et de la COVID19. Au terme de la mise en œuvre du projet, l'UNICEF et la FAO ont souhaité réaliser la présente évaluation indépendante en vue d'analyser la conception, la mise en œuvre, les effets et l'impact du projet afin de capitaliser les bonnes expériences et tirer les leçons de la mise en œuvre du projet.

3. Sommaire du Projet

Les organisations des Nations Unies l'UNICEF et la FAO ont mis en œuvre conjointement depuis le 15 novembre 2018 le projet « Deuxième Décennie Pour la Paix » financé par le United Nations PeaceBuilding Support Office (PBSO) au travers de son PeaceBuilding Fund (PBF). Mis en œuvre dans 7 cercles répartis dans les régions de Mopti et Tombouctou, ce projet « cible les jeunes éleveurs Peulhs, agriculteurs Bamanan et Dogons et pêcheurs Bozos ainsi que les jeunes écoliers âgés de 10 à 19 ans (dont 40% d'adolescentes et de jeunes filles) qui vivent le long du fleuve Niger, dans la partie Nord de Mopti et la partie Sud de Tombouctou. Dans la prévention et gestion des conflits, les jeunes filles et garçons peuvent jouer trois rôles importants : les jeunes peuvent 1) résoudre les conflits dans leur propre groupe, disposant d'un accès direct à leurs amis et collègues du même âge ; 2) sensibiliser d'autres jeunes à résister aux manipulations et aux propagandes multiformes dont recourent certains esprits pour exciter et entretenir les tensions sociales ; 3) plaider pour que leurs préoccupations soient prises en compte et ils est importants qu'ils soient écoutés notamment dans un dialogue entre génération ». Cette intervention de 24 mois visait à apporter une réponse aux conflits inter ethniques dans le centre du Mali où la formation de plusieurs groupes d'autodéfense (dont la principale cible de recrutement est la jeunesse) a été signalée dans un contexte sécuritaire caractérisé par la recrudescence de violences et des attaques contre les civils et les forces armées nationales et étrangères.

Ainsi, UNICEF et la FAO en collaboration avec les ministères partenaires (Ministère de la jeunesse et le Ministère de l'agriculture de l'élevage et de la Pêche) ont développé une initiative visant à renforcer les adolescents et les jeunes « en citoyenneté, confiance en soi, respect de

l'autre pour qu'ils puissent agir en citoyen modèle et promouvoir la paix ». A terme, ce projet devrait permettre :

- à 3400 adolescents et jeunes âgés de 10 à 19 ans (dont 30% d'adolescentes et jeunes filles) de communautés d'éleveurs, de pêcheurs et d'agriculteurs vivant le long du fleuve Niger de contribuer aux efforts de consolidation de paix dans les 24 communes cibles ; dans la prévention au recrutement des adolescents et jeunes au sein de leur communautés;
- à 3400 adolescents et jeunes âgés de 10 à 19 ans (dont 40% d'adolescentes et jeunes filles) des 24 communes d'être impliqués dans la prévention au recrutement des adolescents et jeunes au sein de leur communautés;
- à 1000 adolescents et jeunes des communautés d'éleveurs, de pêcheurs et d'agriculteurs vivant le long du fleuve Niger d'être impliqué dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix;
- à au moins 4 organisations de jeunesse de contribuer à la réponse Covid-19 du gouvernement à travers de la planification et la mise en œuvre d'activités de sensibilisation visant à renforcer la prévention et la cohésion sociale¹.

4. But, Objectifs Et Portée De L'évaluation²

4.1. But

L'évaluation finale des projets s'inscrit généralement dans une démarche de transparence et de redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires, des partenaires et du bailleur de fonds. Elle aide à résumer les réussites du projet, à vérifier les réalisations par rapport aux planifications, fournit des informations sur les raisons des changements et comment ceux-ci sont survenus, et contribue à l'apprentissage. La présente évaluation finale répond donc aux principes généraux suivants : (i) Réaliser une évaluation finale selon les politiques des deux organisations UNICEF FAO et le PBF; (ii) Entretenir et renforcer leur « redevabilité » vis-à-vis des donateurs, bénéficiaires et parties prenantes; (iii) Soutenir la prise de décision programmatique basée sur des évidences; (iv) Et tirer des leçons et bonnes pratiques en vue d'une meilleure conception et mise en œuvre des projets futurs.

4.2. Objectifs de l'évaluation

Dans le cadre du projet « **Deuxième Décennie Pour La Paix** », l'évaluation finale a pour objectif d'évaluer la performance et les effets de l'intervention et de mesurer l'attribution de l'action aux changements liés à la consolidation de la paix et au renforcement de la cohésion

¹ Source : document de projet « Deuxième décennie pour la paix »

² Extrait des termes de référence de l'évaluation finale du projet conjoint.

sociale dans la zone du projet. Elle devrait déterminer comment le projet a contribué à la promotion de la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans la région dans les zones cibles. De façon spécifique, il s'agit de:

- Apprécier les produits et effets de la mise en œuvre des activités du projet,
- Connaître les perceptions des différentes parties prenantes de la mise en œuvre et des résultats des activités du projet,
- Identifier les leçons apprises de l'intervention et,
- Formuler des recommandations pour la mise en œuvre de futures actions de promotion de la paix et de cohésion sociale.

Cette évaluation permettra à l'UNICEF, la FAO et la PBF, ainsi qu'à au gouvernement Malien et l'ensemble des acteurs engagés dans le processus de consolidation de la paix au Mali de :

- Améliorer (sur la base des leçons et recommandations) leurs stratégies des interventions futures visant à impliquer et à responsabiliser les jeunes et les femmes dans les processus de pacification,
- Dupliquer les stratégies, les approches et les pratiques qui ont conduit au succès de l'intervention et,
- Prendre en compte les limites, les défis et les facteurs d'échec lors de la formulation et de la mise en place de futures interventions relatives à l'implication et à l'autonomisation des jeunes et des femmes dans les processus de pacification.

4.3. Portée de l'évaluation

4.3.1. Portée thématique

Conformément aux objectifs ci-dessus mentionnés, la collecte et l'analyse des données de cette évaluation finale indépendante a porté sur la thématique de la consolidation de la paix et du renforcement de la cohésion sociale dans la zone du projet.

4.3.2. Portée géographique

L'évaluation a été réalisée dans les deux régions d'intervention du projet: Tombouctou et Mopti. Au total, 8 communes ont été sélectionnées au hasard parmi les 24 ciblées pour la mise en œuvre du projet. Il s'agit pour la région de Tombouctou des communes de Diré (cercle de Diré), de Soboundo-Niafounke-Ville (cercle de Niafounké) et de la commune de Tombouctou (cercle de Tombouctou). Pour la région de Mopti, il s'agit des communes de Pondori (cercle de Djenné), Konna (cercle de Mopti), Tenenkou et Togueré-Koumbé (cercle de Tenenkou) et Youwarou (cercle de Youwarou).

4.3.3. Portée chronologique

L'évaluation a couvert la période de mise en œuvre du projet de Novembre 2018 à Décembre 2020. Les activités de collecte des données dans les différentes localités ciblées se sont déroulées pendant les mois de Décembre 2020 et Janvier 2021. Dans un contexte de COVID 19, des kits ont été achetés dans le respect des mesures barrières et distribués aux équipes de collecte et aux participants des focus group de discussion.

4.4. Critères d'évaluation

Conformément aux Termes de Référence, La réalisation de l'évaluation finale s'est articulée autour des principaux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience/rapport coût-efficacité, l'impact et la durabilité, ainsi que les questions transversales de genre et inclusion des jeunes. En complément aux critères ci-avant cités, des questions liées au genre ont permis d'apporter des précisions sur l'implication et la participation des adolescentes, jeunes filles et femmes des zones ciblées à la mise en œuvre des activités du projet. La collecte des informations répondait donc aux questions d'évaluation selon les critères ci-dessus mentionnés. Le tableau ci-dessous présente les différentes questions d'évaluation par critère retenu.

Tableau 1 : Critères d'évaluation

CRITERES	QUESTIONS D'EVALUATION
Pertinence	Les objectifs de i) contribution de 3400 adolescents et jeunes à la consolidation de la paix, ii) de prévention au recrutement des jeunes par les groupes armés et extrémistes, iii) d'implication des jeunes dans la réalisation et la gestion d'actifs communautaires et iv) de sensibilisation des populations pour la prévention Covid-19 du projet étaient-ils adaptés au besoin des bénéficiaires? Les activités et les résultats attendus du projet étaient-ils adaptés aux objectifs et changements souhaités au sein des communautés cibles ? Comment le projet était pertinent par rapport au contexte de consolidation de la paix ?
Efficacité	Quelle était la zone de couverture des activités du projet ? Toutes les zones cibles ont-elles été atteintes ? Toutes les cibles (jeunes, adolescents, adultes, pêcheurs, agriculteurs, éleveurs, groupes ethniques, radios et médias locaux, organisations de jeunes) ont-elles été touchées par l'intervention ? Combien de personnes ou cibles ont été touchées ? Dans quelle mesure les activités planifiées ont-elles été réalisées ? Quels conflits ont été abordés par les jeunes et les adolescents ? Quel est le niveau d'atteinte des indicateurs (cadre de résultat du projet) du projet après la mise en œuvre des activités ? Dans quelle mesure les spots et les émissions radiophoniques sur la paix ont-ils été écoutés par les populations cibles ?
Impact et sensibilité au conflit	Les dynamiques de conflits actuels (à la fin du projet) sont-elles les mêmes que celles identifiées avant la mise en œuvre du projet ? Comment les conflits ont été abordés et gérés dans les adolescents/jeunes ? Dans quelle mesure ont été impliqués dans les activités de consolidation de la paix ? Quel est l'impact humain du projet sur les femmes et jeunes vis-à-vis du renforcement de leur capacité pour résister aux moteurs idéologiques de l'extrémisme et contribuer à la sécurité transfrontalière ? Quels changements (de comportement, dans les relations, d'attitudes ou de perception) le programme a-t-il apporté au sein des communautés cibles ? Le renforcement de capacités (en communication, Do'kayidara, consolidation de paix, médiation et résolution des conflits,

	<p>genre, droits et protection des enfants et gestion d’actifs) a-t-il produit un changement d’attitudes et de comportements chez les principaux bénéficiaires (adolescents et jeunes) et au sein des communautés ciblées ?</p> <p>Les activités de visites à domiciles (VAD), de production radiophoniques et de renforcement de mécanismes de résolution et de gestions de conflits centrées sur les adolescents et les jeunes ont-elles amélioré les relations entre les communautés Peulh, Bamanan et Dogon et consolidé la paix tout au long du Niger ?</p> <p>Comment les activités de renforcement de capacités et la sensibilisation des adolescents, jeunes et les populations des zones cibles sur les risques d’abus de violences et d’exploitation et leur détection, ainsi que la création d’espaces créatifs et récréatifs ont-ils contribué à la protection des enfants et à leur épanouissement ?</p> <p>Quel a été l’apport des jeunes et adolescents bénéficiaires dans la réalisation, la réhabilitation, l’immatriculation et la gestion des actifs communautaires ? La participation des jeunes et adolescents à la gestion des actifs communautaires a-t-elle contribué à renforcer la cohésion sociale ? Comment les actifs communautaires contribuent-ils à la protection et au bien-être des enfants ?</p> <p>Les activités de sensibilisation Covid-19 dirigées par les jeunes (sondages U-reports, production radiophoniques, animation de clubs d’écoute) ont-elles contribué à informer les populations des zones cibles sur la maladie à covid-19 et renforcer sa prévention et la cohésion sociale ?</p> <p>Y a-t-il eu des changements imprévus ou non recherchés, positifs ou négatifs sur les bénéficiaires, les communautés ou sur les dynamiques de conflits ? Les dynamiques de conflits et l’environnement du projet ont-ils eu des effets sur la mise en œuvre des activités planifiées ?</p>
<p>Efficience</p>	<p>Les activités ont-elles été mises en œuvre conformément au calendrier et au budget ? Les produits ont-ils été livrés de façon économique ? Les ressources du projet (humaines, matérielles et financières) ont-elles été utilisées de façon optimale pour atteindre les résultats ? Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifique autre que le PBF ? Si oui, de qui et de quel montant ? Sinon, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà ?</p> <p>Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d’autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement/les autres donateurs ?</p>
<p>Genre</p>	<p>Dans quelle mesure les adolescentes, les jeunes filles et les femmes ont-elles été impliquées dans la conception et la réalisation des activités du projet ? Quelle est le niveau de participation des adolescentes, jeunes filles et des femmes dans les différentes activités réalisées ? Comment le renforcement de capacités en genre (masculinité et féminité positive) a-t-il amélioré la qualité de la mise en œuvre des activités du projet et contribué à son impact global sur les populations ciblées ? Les productions radiophoniques ont-elles permises d’amplifier la voix des adolescentes et jeunes filles sur les questions de consolidation de la paix, des gestions des actifs communautaires et de protection des enfants ? Dans quelle mesure le leadership et l’autonomisation des jeunes filles et des femmes ont-ils été renforcés par le projet ?</p>
<p>Viabilité</p>	<p>Les effets des interventions sont-ils susceptibles de durer longtemps après la mise en œuvre du projet ? Quels sont les facteurs susceptibles d’entraver la durabilité des effets de l’intervention et quels sont ceux qui y contribueront ? Comment pourrait-on s’assurer que les effets du projet soient durables ? Comment peut-on renforcer la participation des adolescents et jeunes y compris les filles et les femmes, qu’ils soient reconnues comme des acteurs de paix ? Quelles sont les opportunités qui se présentent ou les pistes potentielles d’amélioration de l’intervention pour renforcer la protection des enfants, la résilience des communautés et la cohésion sociale dans la zone de mise en œuvre du projet ?</p>

5. Théorie du changement

Le projet a une théorie de changement qui décrit de façon claire avec des conditions, hypothèses et arguments le chemin de la mise en œuvre des activités vers le changement escompté. Elle se présente comme suit :

Si les adolescent (e)s, les jeunes filles et jeunes garçons au second cycle, au lycée et en formation professionnelle, 1) ont leurs compétences renforcées en éducation à la consolidation de la paix et en communication pour le changement social et de comportement, 2) sont conscients des normes du genre et de construction de la masculinité et féminité positives et 3) prennent conscience de leur potentiel en tant qu'agents de changement et jeunes héroïnes et héros pour la paix, et que 4) les moyens leur sont offerts pour y parvenir ;

Si les adolescent(e)s, et les jeunes filles et garçons à l'école, en milieu d'apprentissage et dans la communauté 1) sont formés et outillés sur leurs droits, aux risques et aux mesures de protection 2) comprennent leur rôle dans la protection et la promotion de leurs droits 3) sont sensibilisés à l'éducation à la culture de la paix et 4) participent à la sensibilisation et mobilisation communautaire pour la prévention au recrutement et autres formes de violation des droits de l'enfant au sein de leurs communautés ;

Si les éleveurs, les agriculteurs, les pêcheurs et leurs familles qui vivent le long du fleuve Niger 1) connaissent mieux les méthodes de prévention et de gestion de conflits inter et intracommunautaires et 2) revoient les codes pastoraux et le cadre de gestion des transhumances des animaux et de l'emplacement des champs 3) vivent en harmonie avec leur environnement 4)

parviennent à résoudre les conflits qui les opposent notamment en période de soudure 5) à se partager les ressources disponibles

Si les adolescent (e)s, les jeunes filles et jeunes garçons des communautés d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs 1) ont leurs compétences renforcées en éducation à la consolidation de la paix et en communication pour le changement social et de comportement 2) sont conscients de leur rôle et responsabilités de porte-voix de leurs pair(e)s 3) organisent le débat intergénérationnel avec les chefs religieux, traditionnels, coutumiers et portent l'agenda de leurs pair(e)s.

ALORS,

Les adolescent(e)s et les jeunes filles et garçons pourront promouvoir la paix et la tolérance dans 24 localités de Mopti et Tombouctou, promouvoir des relations positives et non violentes entre communautés, entre ethnies, entre femmes et hommes, ne se laisseront pas recruter dans les groupes d'autodéfense et pourront participer pleinement et activement dans le développement et la résilience communautaires ; et contribuer à restaurer l'entente et la cohésion entre éleveurs peuls, pêcheurs bozos et agriculteurs dogons et bamanan.

PARCEQUE

Les jeunes se sentiront valorisés et pleinement impliqués dans la quête de solution des conflits intercommunautaires et dans la recherche de cohésion sociale et leur contribution à la prise de décisions politiques et à la reprise économique permettra de renforcer la stabilité sociale et agir sur les causes profondes des conflits entre éleveurs peuls, pêcheurs bozos et agriculteurs dogons et bamanan le long du fleuve Niger.

6. Méthodologie De L'évaluation

L'approche méthodologique pour réaliser l'évaluation, telle que décrite dans les Termes de référence (TDRs), a été une approche mixte. Cette approche a également été participative, impliquant l'ensemble des parties prenantes au projet, s'appuyant sur des techniques de collecte de données qualitatives et quantitatives. Afin de collecter les informations permettant de répondre aux différentes questions d'évaluation, les techniques suivantes ont été utilisées: i) la revue documentaire, ii) de³s sondages, iii) les focus groupes discussion, iv) entretiens individuels semi-directifs ainsi que l'observation directe lors des visites dans les communes d'intervention du projet.

6.1. La revue documentaire:

³ La taille de l'échantillon a été déterminé suivant la méthode du sondage aléatoire simple : p = proportion (50%), ϵ = marge d'erreur (5%), z = z-intervalle de confiance (95%) + 10% de taux de non réponse.

La revue documentaire a consisté à analyser les documents produits dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre du projet par l’UNICEF et la FAO, notamment: les rapports de démarrage, le document de projet, les rapports de suivi, les rapports trimestriels ainsi que les rapports finaux.

La revue documentaire a consisté également à la recherche documentaire permettant de décrire et de comprendre l’environnement de la mise en œuvre du projet. Les différents documents exploités ont contribué également à évaluer l’efficacité du projet.

6.2. Les sondages

Deux sondages ont été réalisés dans le cadre de cette étude: l’un auprès des bénéficiaires directs et l’autre auprès des membres des communautés vivant dans les zones de mise en œuvre du projet. Ces sondages ont permis de mesurer non seulement les résultats (niveau des indicateurs) à la fin du projet mais également d’apprécier ses effets sur les populations bénéficiaires et leurs communautés. Les deux sondages ont touché respectivement 670 jeunes et adolescents bénéficiaires du projet qui sont âgés de 10 à 35 et 839 adultes membres des communautés.

Sondage auprès des bénéficiaires directs

L’enquête a été menée auprès des 3400 adolescents et jeunes de 10 à 35 ans ayant contribué aux efforts de prévention des conflits, de consolidation de paix, ayant été impliqués dans la gestion des actifs de leurs communautés. Parmi eux, un échantillon de 848 personnes dont 670 touchés (dont 43% de femmes) a été sélectionné et réparti proportionnellement à la taille de la population des jeunes et d’adolescents de chaque commune sélectionnée.

La proportion d’adolescentes et de jeunes filles bénéficiaires a respecté celle représentée dans l’ensemble des bénéficiaires. Des bénéficiaires ont été tirés de façon aléatoire dans chaque groupe pour fournir les informations.

Sondage auprès de la population

Un échantillon de la même taille que celui des bénéficiaires directs (848 adultes, non atteint) a été également déterminé pour interroger les membres des communautés au sujet des effets et de l’impact du projet et des actions des jeunes et de projet sur la cohésion sociale et la consolidation de la paix dans leur localité. Mais ne disposant pas de base de sondage, les résultats obtenus (par sexe et par tranche d’âge) ne sont pas généralisables à l’ensemble de la population vivant dans les communes ciblées. Ainsi, afin de valider ces informations, une approche qualitative a été réalisée en plus du sondage pour trianguler les données obtenues. A la fin de la collecte les équipes ont pu toucher 839 personnes dont 39% de femmes.

6.3. Les entretiens individuels semi-directifs:

Des entretiens individuels ont été organisés avec des personnes clés afin de recueillir des informations sur la viabilité et l’impact du projet. Dans le cadre de l’évaluation, des entretiens

ont été réalisés avec les leaders communautaires, les autorités administratives, les élus locaux et les membres de la société civile des communes sélectionnées pour l'étude. Au total 67 KII ont été réalisés et ont duré en moyenne 1 heures 20 mn.

Ainsi, dans chaque commune les entretiens suivants ont été réalisés dans les différentes communes ciblées par l'enquête:

- 02 leaders communautaires, 01 leader traditionnel et 01 leader religieux,
- 02 autorités administratives (préfet ou sous-préfet) ou élus locaux (maires, députés),
- 02 responsables d'associations ou de groupements de pêcheurs,
- 02 responsables d'associations ou groupements d'agriculteurs,
- 02 responsables d'association ou de groupements d'éleveurs
- 02 responsables de radios locales.

Au total, ce sont 12 acteurs clés qui ont été interviewés dans chaque commune, soit un total de 96 acteurs locaux interviewés pour évaluer le projet.

6.4. Les discussions de groupe (FGD):

Des FGD ont été réalisés avec des hommes, des femmes et des jeunes. Les FGD ont rassemblé 12 participants par groupe afin de favoriser la discussion. Les questions structurées dans le guide d'entretien de FDG ont été administrées par un facilitateur et un preneur de notes qui ont une expérience avérée dans la collecte des données utilisant des techniques qualitatives. Au total 32 FGD ont été réalisés et ont duré en moyenne 1 heures 30 mn.

En plus, Dans chaque commune, 4 focus group Discussion (FGD) ont été réalisés: 1 FGD avec les femmes, 1 FGD avec les hommes, 1 FGD mixte avec les jeunes et 1 mixte avec les enfants. Au total 32 FGD ont été réalisés dans les 2 régions.

6.5. Collecte et Analyse des données:

Des équipes de 3 personnes composées de 2 enquêteurs et 1 superviseur ont été recrutés et formés durant 3 jours par commune pour assurer la collecte des données quantitative et qualitatives. Elles ont été dotées de kits de prévention contre la COVID19 (gel et bavettes) qu'elles ont utilisé et distribué aux participants à la collecte. Outre cela, elles ont sensibilisé les bénéficiaires au respect des mesures barrières avant chaque entretien. Elles ont collecté les données auprès des bénéficiaires choisis au hasard sur les listes suivant la méthode aléatoire simple, populations cibles et acteurs locaux pendant 7 jours sous la supervision des Assistants et du Coordinateur DM&E de Search For Common Ground. L'équipe DM&E avec l'appui du Spécialiste DM&E de l'équipe régionale Institutional Learning Team (ILT), s'est assurée de la qualité des données collectées, du traitement et de la rédaction du rapport de l'évaluation. Les données ont été collectées à travers Kobo collect et extraites sous Excel pour les différentes analyses quantitatives. Par rapport à l'analyse qualitative, l'équipe a exploité des procédés de codage rationnel et la catégorisation des thèmes de l'étude. Les données collectées des différents

entretiens (individuels et de groupe) ont fait l’objet d’une analyse de contenu pour dégager les principales tendances et idées « plus récurrentes », mais aussi pour mettre en exergue d’autres idées/nuances par rapport à une même question. L’analyse globale s’est faite sur la base des constats obtenus après triangulation des informations recueillies, c’est-à-dire par une comparaison croisée des quatre méthodes de collecte de données décrites plus haut ou par un recoupement auprès de diverses sources. Les données qualitatives ont également été analysées par zone et pour l’ensemble des zones retenues pour l’étude.

Pour les données quantitatives, après leur extraction, les logiciels Excel pour traiter et SPSS pour la production des tableaux et des graphiques selon les requêtes formulées pour les besoins de rapportage.

Tableau 2 : Echantillon touché par l’étude

Méthodes de Collecte	Echantillon Prévu	Echantillon réalisé
Sondages Bénéficiaires Directs	848	670
Sondages Bénéficiaires Indirects	848	839
Entretiens Semi Structurés	96	96
Focus Groupe Discussions	32	32
TOTAL	1824	1637

1.1.

1.2. Limites de l’évaluation

Des difficultés ont été rencontrées lors de la collecte des données qui sont de nature à limiter la « généralisation » de certains constats (sur la base de la marge d’erreur et de l’intervalle de confiance fixées) du fait que l’échantillon déterminé n’ait pas pu être atteint dans les sondages. Le tableau ci-dessous présente les difficultés rencontrées par rapport aux objectifs fixés dans les TDRs mais également les mesures de mitigation prises par les équipes en charge de la collecte des données.

Tableau 3 : Réactivité de la mission aux défis rencontrés

DEFIS RENCONTRES	STRATEGIES DE MITIGATION
<i>Absence de certains bénéficiaires des localités ciblées lors du passage de l’équipe d’enquête.</i>	Extension de la zone de collecte initiale afin de toucher le maximum de bénéficiaires.
<i>Réticence de certaines femmes à répondre aux questions en raison de la situation sécuritaire qui</i>	Explication des objectifs de l’évaluation, du confidentiel des informations collectées et de leur

<i>prévaut dans certaines localités.</i>	utilisation. Le respect du caractère volontaire à participer aux entretiens a été scrupuleux.
<i>Incapacité de certains bénéficiaires indirects de répondre aux questions en raison de la méconnaissance du projet</i>	Recherche de répondants complémentaires
<i>Absence de certaines autorités communales et locales (maires, préfets) des localités ciblées lors de la collecte des données</i>	Remplacement par des secrétaires généraux ou adjoints aux maires
<i>Difficulté de retrouver certains bénéficiaires ciblés; ceux-ci n’ayant pas de téléphone.</i>	Plus de temps dans les localités afin de retrouver lesdits bénéficiaires.

2. Principaux constats de l’évaluation

2.1. Pertinence

Les objectifs de i) contribution de 3400 adolescents et jeunes à la consolidation de la paix, ii) de prévention au recrutement des jeunes par les groupes armés et extrémistes, iii) d’implication des jeunes dans la réalisation et la gestion d’actifs communautaires et iv) de sensibilisation des populations pour la prévention Covid-19 du projet étaient-ils adaptés au besoin des bénéficiaires? Les activités et les résultats attendus du projet étaient-ils adaptés aux objectifs et changements souhaités au sein des communautés cibles?

Certains groupes armés, au Centre et Nord du Mali, utilisent une violence de coercition pour contraindre les populations locales, et instrumentalisent avant tout les tensions inter et intra-communautaires pour diffuser des modèles alternatifs de gouvernance. Ce faisant, ces groupes contribuent à accentuer la crise de légitimité dont souffre l’État malien sur des pans entiers de son territoire.⁴ Il est urgent d’adresser les conflits inter-ethniques dans le centre du Mali. La tournure des événements à savoir la naissance de groupes d’autodéfense pourraient rendre la situation beaucoup plus complexe car des attaques d’ampleur pourraient s’en suivre –surtout que certains de ces groupes répondent d’une obédience sous régionale, ce qui pourrait être à l’origine d’une désobéissance civile généralisée et de confrontations plus accrues avec les forces armées régaliennes.⁵

Ces dynamiques sont déjà en train de se répandre dans des pays voisins tels que le Burkina Faso et le Niger qui font eux aussi face à des clivages ethniques similaires dans leurs zones frontalières, et qui ont également été frappés par des attaques terroristes islamistes. Avec une population de 5.6 million de personnes à Mopti et Ségou, un chiffre cinq fois supérieur à la population vivant dans le Nord du pays, la montée de l’insécurité aura d’importantes répercussions humanitaires. C’est pourquoi les différents acteurs (le gouvernement, les ONG nationales et internationales et autres organisations) doivent mieux comprendre les structures sociales traditionnelles et leur impact sur les jeunes générations, afin de résorber la fracture intergénérationnelle au sein des communautés.

⁴ Adam Sandor & Aurélie Campana (2019) Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales, *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 53:3, 415-430, DOI: [10.1080/00083968.2019.1667838](https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1667838)

⁵ Document du projet

Instrumentalisant les tensions communautaires, certains groupes ciblent ceux qui sont les plus vulnérables au sein même de la société, leur offrant des moyens d’échapper à leur situation désespérée grâce à la conviction funeste d’une résistance violente. En cherchant à recruter dans les zones les plus pauvres et les moins éduquées, ils ciblent des jeunes hommes démunis, plus perméables à l’endoctrinement religieux, et qui pour certains, pensent qu’ils n’ont rien à perdre en devenant combattant du mouvement.⁶

Grâce au système d’enseignement traditionnel « do ‘kayira », les adolescent(e)s et les jeunes filles et garçons qui sont concernés au premier chef par cette crise, ont été renforcés par le projet en citoyenneté, confiance de soi, respect de l’autre, etc. pour qu’ils puissent agir en citoyens modèles et promouvoir la paix. Ces activités du projet, et les résultats qu’elles visent, de l’avis des communautés répondent aux objectifs de changement qu’elles souhaitent.

Comment le projet était pertinent par rapport au contexte de consolidation de la paix ?

Le projet était pertinent au contexte car il s’inscrit en droite ligne avec des cadres stratégiques des nations unies et du gouvernement et est complémentaire des autres projets du PBF. Sans être exhaustif, nous allons citer: les quatre axes que compte le plan cadre intégré des nations unies pour l’aide au développement, avec le portfolio du PBF au Mali qui met un accent particulier sur les femmes et les jeunes, vise à renforcer l’opérationnalisation des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et prend en compte également le plan de réponse du gouvernement à la COVID19.

La pertinence du projet se justifie également par la réponse de ses objectifs à des défis que sous-tendent l’idée du projet. Les différents axes du projet et les actions entreprises dans la mise en œuvre répondent aux besoins des populations cibles comme présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Pertinence des actions par rapport aux défis des communautés et aux objectifs du projet

Objectifs	Défis	Actions du projet	Conclusion
Contribution de 3400 adolescents et jeunes à la consolidation de la paix	Les jeunes et les femmes sont les plus affectés par les conflits, pourtant ils ne sont toujours pas associés à la prévention et à la résolution des conflits.	Former les jeunes: communication, consolidation de la paix etc., conduire des activités de dialogue communautaire et de communication de masse, diffuser des spots et des émissions radiophoniques interactives sur la paix, la prévention des conflits et la cohésion sociale. Les adolescents(es) sont formés et demeurent des acteurs principaux du projet et des vecteurs de changement social et de comportement dans leur	Pertinent

⁶ *Les Facteurs Locaux Contribuant à L’Extrémisme Violent Dans le Centre du Mali*, Ruspasinghe, Natasja ; Boàs, Morten (2019)

		communauté.	
Prévention au recrutement des jeunes par les groupes armés et extrémistes	Tous les conflits (contre les forces armées et de sécurité maliennes ainsi que le trafic de drogue et le crime organisé) impliquent les jeunes en premier chef.	Former les jeunes et adolescents sur les droits, la protection de l’enfant et la paix, appuyer les jeunes dans le développement et la mise en œuvre des activités de sensibilisation et mobilisation communautaire, Cartographier les mécanismes de protection des jeunes et suivre les cas d’abus, Appuyer la création ou redynamisation des espaces créatifs/récréatifs, accompagner dans l’organisation des espaces d’échanges et de discussion sur la paix et les risques de recrutement.	
Implication des jeunes dans la réalisation et la gestion d’actifs communautaires	Les jeunes n’ont pas accès aux ressources économiques ou foncières et aux instances de décision.	Former les jeunes sur les outils et les règles de gestion des actifs communautaires et des investissements réalisés, Identifier et dynamiser les commissions foncières en matière de gestion des risques pastoraux et renforcer les capacités des jeunes sur les commissions foncières, mettre en place et animer des Junior Farmer Field and Life Schools (JFFLS).	Pertinent
Sensibilisation des populations pour la prévention Covid-19 du projet étaient-ils adaptés au besoin des bénéficiaires	Les jeunes sont davantage touchés par les conséquences indirectes de la COVID19 : 50% des jeunes se disent directement affectés par la covid19	Appuyer la sensibilisation sur la COVID19 par les jeunes dans les communautés ciblées par le projet.	Pertinent

Les informations recueillies auprès des bénéficiaires du projet montrent que 76% des bénéficiaires directs hommes et 82% des bénéficiaires directs femmes estiment que les formations répondent à leurs besoins. Après ces formations, ce sont 64% des participants qui ont eu l’opportunité de mettre en pratique leurs acquis afin de résoudre les conflits mais également pour mener des actions de consolidation de paix. Ces formations ont permis d’acquérir des compétences sur les questions liées à la PAIX mais également d’œuvrer pour la résolution des CONFLITS dans leurs communautés. Le graphique ci-dessous montre les mots clés utilisés pour décrire la justification de la pertinence des formations reçues dans le cadre du projet.

de Tienkour a été abandonnée pour des raisons budgétaires. Les activités ont dû être également suspendues dans les villages de Attara (commune de Soumpi) et Arabebe (commune de Soboundou) sur injonction des autorités locales en raison de l’insécurité et des enlèvements perpétrés par des hommes armés.

Toutes les cibles (jeunes, adolescents, adultes, pêcheurs, agriculteurs, éleveurs, groupes ethniques, radios et médias locaux, organisations de jeunesse) ont-elles été touchées par l’intervention ? Combien de personnes ou cibles ont été touchées ?

Les cibles touchées par le projet sont des jeunes mais également des adolescents et des adultes. Le tableau ci-dessous montre le nombre de cibles touchées par les différentes activités dans les communes de Niafouké, Dire et Tombouctou selon les partenaires de mise en œuvre.

Tableau 5 : Pourcentage de bénéficiaires touchés par activité à Niafouké, Diré et Tombouctou, Mopti et Djenné

THEMES DES FORMATIONS	NOMBRE PERS	% DES JEUNES
L’enseignement traditionnel (DO’ Kayidara)	1525	41%
La communication interpersonnelle/paix et la cohésion sociale	1914	58%
Techniques d’utilisation des outils multimédia et les réseaux sociaux	500	75%
Participation à U-Report	28	4%
Gestion des risques pastoraux et de résolution des conflits	66	10%
La gestion des ressources naturelles	19	3%
L’identification, l’analyse, la médiation et la gestion des conflits	141	21%
La prévention et la protection des droits des enfants contre le recrutement	126	19%
Formation en genre, en masculinité et féminités positives	26	4%
Junior Farmer Live School en maraîchage/Embouche/pisciculture	91	14%
Approche AVEC	174	26%
Club Dimitra	42	6%
Les visites à domicile (VAD)	124 657	61%
Sessions de dialogues intercommunautaires	5654	65%
Sensibilisation des populations sur la Covid19	100 385	-
Production audiovisuelle (mini films)	4020	3%

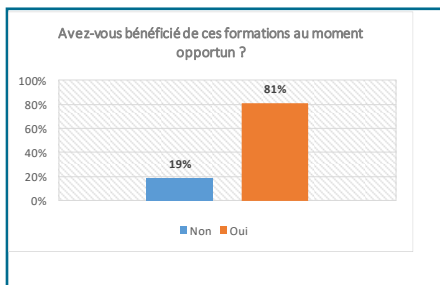
Autre (à préciser)	22	3%
--------------------	----	----

Dans quelle mesure les activités planifiées ont-elles été réalisées ?

Les activités réalisées dans le cadre du projet, par les organisations partenaires de la mise en œuvre, sont : Formation en communication, Consolidation de la paix pour prévenir les violences faites aux enfants et aux femmes, U-report et Conception de Mini film L’enseignement « Do’Kayidara », Les visites à domicile (VAD), Mobilisation de masse, Ciné pirogue à travers l’approche Paix en mouvement (projection de film sur la Paix), Conduite de sessions de dialogues intercommunautaires, Implication des jeunes dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires et la Sensibilisation des populations sur la Covid-19.

Le constat est que l’ensemble des activités programmées ont été réalisées dans les localités en question. Elles ont permis l’acquisition de connaissances en résolution des conflits, consolidation de la paix et cohésion sociale en s’appuyant sur des mécanismes endogènes (Do Kaydara par exemple). Les activités des clubs Dimitra, qui permettent aux jeunes eux-mêmes de résoudre les conflits sans intervention externe, sont aussi très appréciées. Les activités du projet ont aussi touché les thématiques relatives à l’intégration des minorités (ethniques et des jeunes) dans la vie la vie socioéconomique et sécuritaire des communautés bénéficiaires ; ce qui fait que les actions de ce projet sont décrites comme contribuant à combler un gap dans un contexte fragile (conflit/post conflit).

Tous les partenaires rencontrés (ONG et services étatiques) sont satisfaits du timing de la mise en œuvre du projet et de la participation des communautés aux activités à l’exception de la Direction Régionale de la Femme, de l’Enfant et de la Famille (DRPFEF) de Tombouctou et les services du Développement Social de Diré qui n’ont pas été impliqués dans la mise en œuvre, disent-ils.



irects sont diversement appréciées selon qu’on soit garçons ou filles

Tableau 6 : Satisfaction par rapport aux formations

Étiquettes de lignes	Nombre de	Quelle est votre	% de
	Quelle est votre	appréciation sur les	Quelle est votre
	appréciation sur les	formations reçues ?	appréciation sur les
	formations reçues ?		formations reçues ?
Pas du tout satisfait		122	19%
Femme		46	
Homme		76	
Peu satisfait		40	6%
Femme		18	
Homme		22	
Satisfait		358	55%
Femme		166	
Homme		192	
Très satisfait		132	20%
Femme		57	
Homme		75	
Total général		652	100%

Des groupes de discussion ont été organisés pour aborder les différentes thématiques sous la supervision des agents du projet. De l’avis général, les actions du projet ont permis d’instaurer la confiance et la collaboration entre les différentes communautés des localités touchées. Dans la commune de Tienkour par exemple, les sensibilisations ont été effectuées avec les deux communautés ayant des antagonismes forts et cela a contribué à favoriser la cohésion intercommunautaire.

Si le calendrier d’exécution du projet a été apprécié (il a coïncidé avec la reprise des cours facilitant l’accès aux enfants), il faut noter que la COVID-19 et les élections législatives de Mars-Avril 2020 ont ralenti l’exécution des activités dans la commune de Diré notamment. Un autre défi a été le retard de démarrage des activités pour les bénéficiaires qui pratiquent la riziculture. Et, aucun appui en intrant n’a été reçu par ces populations qui en avaient besoin dans la commune de Tombouctou par exemple.

Le niveau d’engagement et de participation des jeunes/adolescentes était élevé. Ce niveau d’engagement élevé s’est traduit par un intérêt pour le thème de la cohésion. Cette participation et l’engagement remarqué des jeunes/adolescentes a été aussi favorisé par la stratégie même du projet.

Cette stratégie permet la formation de ressources humaines locales, mobilisables à tout moment (454 jeunes cibles dans les 3 communes) et, ceci même après le projet grâce à l’amélioration des connaissances et des compétences des communautés sur les thématiques de développement social et économique. En dernier lieu ces ressources humaines (dont les jeunes/adolescentes) sont sollicitées dans les activités de dialogue communautaire et visites à domicile contribuant ainsi à l’établissement de nouveaux rapports de pouvoir en leur faveur : de victimes d’exclusion

elles sont devenues acteurs de changement. Dans un dialogue direct, elles ont revendiqué des changements sociaux, économiques et politiques pour plus de justice sociale. Toutes les activités étaient centrées autour d’elles/eux en tant que bénéficiaires mais surtout acteurs.

Quels conflits ont été abordés par les jeunes et les adolescents ?

C’est à Diré que les conflits entre groupes et interpersonnels et à Tombouctou ceux liés à la gestion des parcelles maraichères, intercommunautaires, armés, et des conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été abordés par les adolescent (e)s. Certains partenaires (ONG Tombouctou) estiment que le projet visant à consolider la paix et à réduire les violences communautaires, de ce fait, il n’adresse pas spécifiquement un type de conflit. Il met surtout l’accent sur la prévention des conflits par rapport à la résolution. Tous les partenaires de mise en œuvre n’avaient pas la même interprétation des objectifs visés par les actions du projet. Enfin, ce sont trois conflits pastoraux que les adolescents ont pu gérer à l’amiable dans la commune de Tombouctou, à travers les clubs Dimitra.

A Mopti également les niveaux de participation et d’engagement des adolescentes/jeunes sont jugés très satisfaisant. Les différents types de conflits évoqués lors des dialogues communautaires sont les suivants: Conflits fonciers, Conflits liés à la gestion des ressources naturelles, Conflits de gestion de patrimoine, Conflits liés à la chefferie, Conflits de leadership, Conflits politiques, Conflits liés au rapt, Conflits culturels (identitaires) et des conflits organisationnels. Actuellement les conflits les plus récurrents à Mopti sont liés à la gestion des ressources naturelles qui persistent mais les conflits inter communautaires ont considérablement baissé grâce à une prise de consciences des communautés à laquelle le projet a contribué.

Quel est le niveau d’atteinte des indicateurs (cadre de résultat du projet) du projet après la mise en œuvre des activités? Dans quelle mesure les spots et les émissions radiophoniques sur la paix ont-ils été écoutés par les populations cibles?

Résultat 1: 400 adolescents et les jeunes âgés de 10 à 19 ans (dont 30% d’adolescentes et de jeunes filles) des communautés d’éleveurs, de pêcheurs et d’agriculteurs vivant le long du fleuve contribuent aux efforts de consolidation de la paix dans les 24 communes cibles.

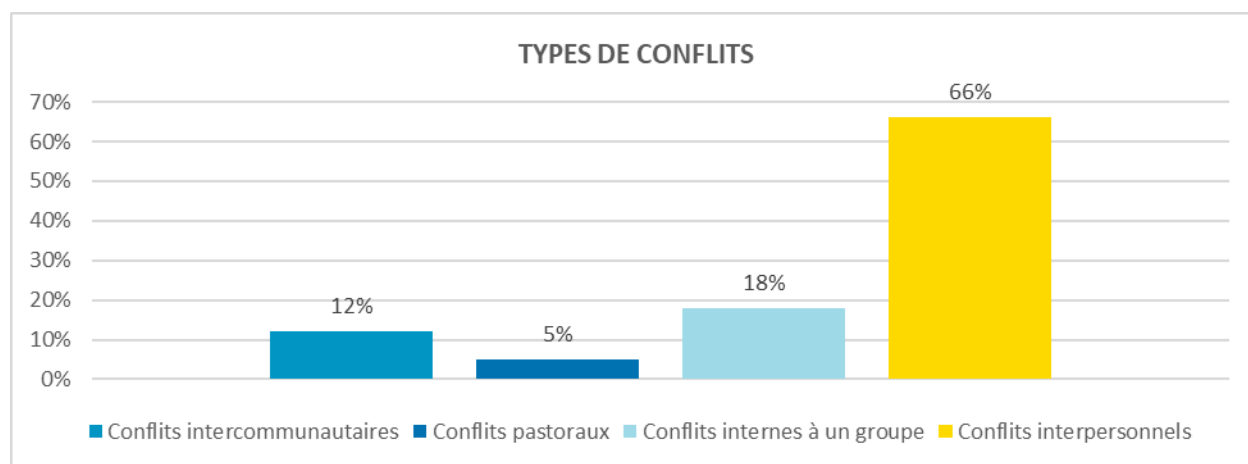
	Indicateurs	Cible de fin de projet	Etapes d’indicateur/ milestone
Résultat 1 : 400 adolescents et les jeunes âgés de 10 à 19 ans	Indicateur 1.1 : % de règlements à l’amiable	45 %	71%

(dont 30% d’adolescentes et de jeunes filles) des communautés d’éleveurs, de pêcheurs et d’agriculteurs vivant le long du fleuve contribuent aux efforts de consolidation de la paix dans les 24 communes cibles.	Indicateur 1.2 : % de jeunes actifs dans les mécanismes de résolution de conflits	25%	36%
	Indicateur 1.3 : Perception de la communauté de l’importance du rôle des jeunes dans la résolution des conflits		67%

Après les formations ce sont 65% des femmes et 63% des hommes formés qui ont mené des actions de consolidation de la paix et 41% des jeunes (bénéficiaires et non bénéficiaires) qui affirment qu’un mécanisme de résolution des conflits adapté (aux jeunes) existent dans leur commune. Comme présenté ci-dessus, grâce au projet 71% des jeunes ont pu aider à trouver un règlement à l’amiable aux conflits dans leurs communautés et 36% sont toujours actifs dans les mécanismes de résolution des conflits mise en place par le projet. L’implication des jeunes dans la résolution des conflits au sein des communautés ciblées est satisfaisante à très satisfaisante par 67% des leaders communautaires.

Les jeunes ont été confrontés à quatre types de conflits essentiellement : les conflits intercommunautaires, les conflits pastoraux, les conflits internes à un groupe et les conflits interpersonnels. 66% des conflits rencontrés sont des conflits interpersonnels. Ces conflits ont été résolus en procédant par négociation/sensibilisation des parties en faisant, souvent, intervenir des leaders locaux (chefs de village).

Figure 3 : les types de conflits rencontrés



73% des bénéficiaires et 29% des non bénéficiaires estiment que les activités ont eu des effets positifs sur la cohésion et le vivre ensemble dans leurs communautés. Ces activités ont permis d’instaurer une confiance entre personnes et favoriser le dialogue. Les informations recueillies montrent que le projet a atteint les objectifs (indicateurs) visés dans sa contribution à la consolidation de la paix dans les 24 communes d’intervention. Les différentes activités réalisées ont produit des résultats/effets contribuant à la cohésion sociale. Les bénéficiaires (jeunes)

directs mais également certains non bénéficiaires sont désormais impliqués dans la prévention/gestion des conflits. « Les activités du projet ont permis aux jeunes de se retrouver autour du relais, d'apaiser les tensions aux seins de la communauté et consolider le vivre ensemble » (non bénéficiaires, Niafunké).

Produit 1 1: 2400 adolescents(e)s et les jeunes filles et garçons acquièrent les compétences d'analyser les conflits et mènent des activités de promotion de la paix et de tolérance envers leurs pairs au niveau des écoles et dans leurs communautés

Les rapports d'activité du projet font état de 69 formateurs des ONGs et structures gouvernementales dont 14 femmes formés en différents thèmes dont la stratégie G5 Sahel, la communication interpersonnelle, la paix et la cohésion sociale. Ces 69 formateurs ont formé des adolescents bénéficiaires dont 45 % de filles dans les 24 communes du projet. En plus ils ont bénéficié de la formation en DO'Kayidara qui fut bénéfique, car les bénéficiaires ont pu tenir des sessions de dialogues, et des visites à domicile pour instaurer la paix et la cohésion sociale entre éleveurs, pêcheurs et agriculteurs qui jadis vivaient dans des situations conflictuelles.

Une caravane pour la paix sur le long du fleuve Niger en pirogue a été réalisée dans les 2 régions. Trente-deux (32) projections de films suivies de causeries/débats ont touché 9697 personnes (4325 femmes). Ainsi cette approche dénommée « Paix en mouvement » a pu susciter auprès des riverains exposés au film et tous les débats qui en sont suivis, une prise de conscience de l'importance du vivre ensemble dans la paix et la cohésion sociale entre éleveurs, pêcheurs et agriculteurs.

Produit 1. 2 : 1000 adolescents et les jeunes éleveurs, agriculteurs, et pêcheurs sont outillés en gestion des risques pastoraux et de résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Le choix des communautés fut porté sur l'organisation d'une convention locale de gestion des ressources naturelles. Elle a été réalisée par les services techniques de la Direction Régionale de la Production et des Industries Animales (DRPIA) en partenariat avec la FAO. Cet espace sert à mieux informer, former les bénéficiaires sur la prévention et la gestion des ressources naturelles et à mettre en place des mécanismes de suivi des recommandations.

Produit 1.3 : Des mécanismes de résolution de conflits adaptés aux adolescent(e)s et aux jeunes filles et garçons sont opérationnels :

62 leaders communautaires (26 femmes) ont été formés et accompagnés à mettre en place des clubs Dimitra et sur l'approche et la gestion participative des groupes. Les 108 clubs dont 36 clubs pour les jeunes filles ont ainsi réalisé le diagnostic des conflits et élaboré un plan de

réponse prioritaire suivant leurs capacités endogènes à les résoudre. Ainsi des conflits liés aux mauvais comportements (insalubrités) ont dans la plupart des cas été gérés par les clubs. Au moins chacun des 25 villages a traité au moins la première difficulté et entamé la résolution de la deuxième difficulté prioritaire. Les autres leaders ont été formés sur le terrain par les animateurs avec l’assistance des leaders formés et sous le coaching du superviseur de l’ONG membre.

Résultat 2: 3400 adolescents et jeunes âgés de 10 à 19 ans (dont 40% d’adolescentes et de jeunes filles) des 24 communes sont impliqués dans la prévention au recrutement des adolescents et des jeunes au sein de leurs communautés

	Indicateurs	Cible de fin de projet	Etapes d’indicateur/ milestone
Résultat 2: 3400 adolescents et jeunes âgés de 10 à 19 ans (dont 40% d’adolescentes et de jeunes filles) des 24 communes sont impliqués dans la prévention au recrutement des adolescents et des jeunes au sein de leurs Communautés.	Nombre d’incidents rapportés sur le recrutement et utilisation des enfants et autres types de violations	270	268
	Indicateur 2.2 : Perception des jeunes et membres de la communauté sur l’impact du recrutement et utilisation des enfants.	Perceptions positives	1% (positives)
Produit 2.1 : Les adolescents et les jeunes filles et garçons renforcent leurs capacités pour détecter les risques d’abus, de violence et d’exploitation (y compris de recrutement) et organiser des activités de sensibilisation et mobilisation communautaire	Indicateur 2.1.1 : Nombre de plans d’actions développés par les jeunes et adolescents dans les communes sur les activités de prévention	24	24
	Indicateur 2.1.2 : Nombre d’actions/événement menés par les jeunes et adolescents pour prévenir le recrutement des enfants et la promotion de la paix (désagrégé par type d’activités	96	108
Produit 2.2 : Les adolescents et jeunes filles et garçons disposent de mécanismes et d’espaces communautaires fonctionnels de dialogue et d’encadrement créatifs et récréatifs ; éducatifs et sportifs les protégeant contre le recrutement	Indicateur 2.2.1 Nombre et types de mécanismes communautaires en place et fonctionnels en faveur des jeunes et adolescents	24	24
	Indicateur 2.2.2 : Nombre de cas de risque ou d’abus identifiés et référés par les jeunes	130	268
Produit 2.3 : Les capacités des membres des comités de protection, des leaders et acteurs de protection ; des services de sécurité sont renforcés pour prévenir le recrutement (par les forces et groupes armés) et la stigmatisation ; et promouvoir la cohésion dans les communautés.	Indicateur 2.3.1 : Nombre des jeunes touchés par les activités de prévention au recrutement et à la paix organisées conjointement avec les jeunes et adolescents.	18.500	18.189
	Indicateur 2.3.2 : Nombre d’enfants (filles/garçons) à risque identifiés et référés par les membres de comités de protection	130	116

Pour 99% des jeunes et 99% des leaders, l'impact du recrutement et l'utilisation des enfants par les groupes armés est mauvais. Des mécanismes de résolution des conflits ont été mis en place dans les différentes communes d'intervention du projet.

Figure 3: Impact des mécanismes de résolution des conflits

La sensibilisation des adolescents, des jeunes et des populations des zones cibles sur les risques d'abus de violences, d'exploitation ont contribué à la protection des enfants et à leur épanouissement de l'avis général. Les adultes ont compris que les enfants ont besoin de protection et ces derniers sont désormais capables d'identifier les menaces susceptibles de les entraîner dans des situations de conflit et de se protéger. 73% des bénéficiaires directs et 29% des non bénéficiaires soulignent que les différentes activités ont eu un effet positif sur la cohésion et le vivre ensemble dans leurs communautés.

Cependant, seulement 12% des jeunes affirment disposer d'un espace ou un centre communautaire fonctionnel de dialogue et d'encadrement créatif et récréatif contre le recrutement des enfants par les groupes armés dans les communes de Pondori, Konna, Toguere-Koumbé, Tombouctou et Diré. Dans ces centres sont organisées des activités de causeries-débats, de sensibilisation, sportives et musicales. Ces espaces, là où ils existent, ont contribué à la protection des enfants et à leur épanouissement. Il était nécessaire de rendre ces espaces créatifs et récréatifs accessibles dans l'ensemble des communes d'intervention car ils ont permis d'atténuer ou de minimiser les risques de recrutement des enfants par les groupes armés, selon les répondants bénéficiaires.

Produit 2.1 Les adolescents et les jeunes filles et garçons renforcent leurs capacités pour détecter les risques d'abus, de violence et d'exploitation (y compris de recrutement) et organiser des activités de sensibilisation et mobilisation communautaire contre le recrutement

La capacité de 1128 adolescents (dont 443 filles et 32 vivant avec un handicap) a été renforcée en droit et protection de l'enfant à travers des formations sur la prévention des violations graves des droits de l'enfant y compris le recrutement d'enfants. Le nombre total d'adolescents formés est de 3400 (1143 filles). Ces jeunes sont composés d'élèves, d'agriculteurs, de pasteurs, et viennent de 24 communes ciblées des régions de Mopti et

Tombouctou. Par ailleurs, 24 plans d'actions sur les activités de prévention du recrutement et promotion de la paix ont été élaborés avec la facilitation des associations d'adolescents et de jeunes. Le suivi de la mise en œuvre de ces plans a été assuré par les animateurs des ONG partenaires avec l'appui des membres des comités locaux de Protection au niveau de chaque commune. Ces activités ont permis de signaler 268 violations graves notamment le recrutement et utilisation, les viols et violences sexuelles, meurtres et blessures graves et l'enlèvement d'enfants.

Produit 2.2. Les adolescents et jeunes filles et garçons disposent de mécanismes et d'espaces communautaires fonctionnels de dialogue et d'encadrement créatifs et récréatifs, éducatifs et sportifs les protégeant contre le recrutement

Le focus groupe créé en 2019, a joué un rôle crucial dans l'encadrement des jeunes et la prévention du recrutement et utilisation par les groupes armés et d'autres violations graves. Les activités réalisées par ce focus groupe se résument en ce qui suit : organisations des formations de renforcement des capacités des adolescents et jeunes sur les droits et la protection de l'enfant, la paix, l'appui donné aux jeunes dans le développement et la mise en œuvre des plans d'action pour mener des activités de sensibilisation et mobilisation communautaire contre le recrutement et l'utilisation des enfants et autres violations graves et récemment contre la COVID-19, la cartographie des mécanismes de protection des jeunes et des adolescents existants dans la communauté et le monitoring des cas d'abus de protection de l'enfant dont le recrutement d'enfants et les violences basées sur le genre.

Les ateliers d'orientation ont permis de mettre en place un total de 24 clubs formés depuis le début du projet. En outre, 22 espaces amis d'enfants ont été mis en place par les leaders de la jeunesse, les élus communaux et les membres du bureau des clubs des enfants et jeunes. Ces espaces offrent un appui psychosocial aux jeunes à travers des activités créatives et récréatives (jeux, sports, groupes de discussion), ce qui permet aux enfants et jeunes de développer leur résilience face au conflit et de retrouver leur routine. A travers ces espaces les adolescents et autres membres de la communauté discutent sur des thématiques importantes notamment la protection des enfants affectés par le conflit armé, la prévention du recrutement et l'utilisation des enfants par des groupes armés et la prévention du COVID-19 et risques de protection liés.

Produit 2.3. Les capacités des membres des comités de protection, des leaders et acteurs de protection ; des services de sécurité sont renforcées pour prévenir le recrutement (par les forces et groupes armés) et la stigmatisation ; et promouvoir la cohésion dans les communautés.

116 adolescents et jeunes victimes des violations graves (63F et 53H) ont été formés et référés vers les structures de prise en charge notamment les structures sanitaires et les ONG partenaires de l'UNICEF par les comités locaux de protection, les leaders et acteurs de protection qui ont été

formés et sensibilisés sur la protection de l’enfant en particulier sur les violations graves des droits de l’enfant dont le recrutement, autres violences faites aux enfants, le rapportage et le référencement des cas des enfants. Ces enfants ont bénéficié d’une prise en charge holistique qui comprend entre autres: l’appui médical et psychosocial, l’hébergement, l’habillement, la nourriture et la réunification familiale.

Résultat 3: 1000 adolescents et jeunes des communautés d’éleveurs, de pêcheurs et d’agriculteurs vivant le long du fleuve sont impliqués dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix

	Indicateurs	Cible de fin de projet	Etapes d’indicateur/ milestone
Résultat 3 : 1000 adolescents et jeunes des communautés d’éleveurs, de pêcheurs et d’agriculteurs vivant le long du fleuve sont impliqués dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires facteurs de consolidation de la paix.	Indicateur 3.1 : # d’organes de gestions d’infrastructures et d’actifs communautaires fonctionnels	24	32
	Indicateur 3.2 : % de représentativité des jeunes dans les organes de décision des organisations professionnelles	15% dont 5% de femmes	43%
Produit 3.1 : Des actifs communautaires sont réalisés et/ou réhabilités et mises à la disposition des communautés vivant le long du fleuve pour soutenir la cohésion sociale	Indicateur 3.1.1 : # et type d’infrastructures Pastorales et agricoles mise à la disposition des communautés	12	30
	Indicateur 3.1.2 : nombre de jeunes filles organisées autour des AVEC ou d’activités féminines	360	465
Produit 3.2 Des conventions locales de gestion, de matérialisation et d’immatriculation des ressources et des infrastructures pastorales et agropastorales sont élaborées et	Indicateur 3.2.1 : # de jeunes (filles/garçons) formés et impliqués dans la mise en œuvre des commissions foncières	360	-
	Indicateur 3.2.2 : # de mode traditionnels de gestion des conflits adoptés et diffusés	3	-
Produit 3.3 Les capacités des adolescent(e) s et des jeunes filles et garçons aux métiers d’emplois décents en milieu rural sont renforcées à travers l’approche JFFLS (Junior Farmer Field and Life Schools) pour améliorer le contexte de la protection sociale.	Indicateur 3.3.1 : # de JFFLS mis en place et conduits	48	17
	Indicateur 3.3.2 # d’adolescent(e)s et de jeunes filles et garçons formés dans les JFFLS sur des métiers d’emploi décent en milieu rural	1200	-

Le projet a mené des actions pour améliorer l'implication des jeunes dans la réalisation et la gestion des actifs communautaires. Ce sont seulement 43% des bénéficiaires directs (jeunes) et 23% des bénéficiaires indirects qui ont connaissance de la réalisation ou réhabilitation des actifs communautaires réalisés ou réhabilités dans le cadre du projet au sein de leur commune. Le tableau ci-dessous présente le pourcentage de bénéficiaires directs et indirects qui déclare bénéficier des différents types d'actifs.

Tableau 7 : Types d'actifs et nombre de bénéficiaires

Types d'actifs	bénéficiaires directes		bénéficiaires indirectes		TOTAL
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre
Cage flottante	3	0%	0	0%	3
Embouche ovine	120	18%	93	11%	213
Distribution d'intrants piscicole	29	4%	0	0%	29
AVEC (Association Villageoise d'Epargne et de Crédit)	277	41%	139	17%	416
Périmètre maraîcher	61	9%	26	3%	87
Unité de transformation de lait		0%	0	0%	0
TOTAL	490	73%	258	31%	745

La majorité des jeunes estiment que ces actifs communautaires n'ont pas contribué à la protection et au bien-être des adolescents/jeunes (56% des bénéficiaires directs et 79% des bénéficiaires indirects). Cela est dû au faible nombre de jeunes qui bénéficient de ces actifs.

Même si ces actifs ne sont pas encore fonctionnels dans toutes les localités (exemple de périmètre maraîcher à Konna), ils ont permis d'occuper les jeunes en « évitant qu'ils ne fassent « n'importe quoi » (jeunes bénéficiaires) » mais également en améliorant leurs conditions de vie (légumes, revenus). *« Ce sont des activités génératrices de revenus pour les jeunes qui les évitent de choisir la voie de la facilité pour gagner de l'argent auprès de personnes malintentionnées. »* (Autorité locale, Tombouctou)

Avec les informations recueillies auprès des jeunes, on peut constater que c'est une minorité (46% des bénéficiaires directs et 24% des indirects) qui pensent que la mise à disposition de ces actifs communautaires a permis de renforcer la collaboration et la cohésion sociale entre les

adolescents et jeunes dans leur commune. Ce constat aussi est lié au faible accès des jeunes rencontrés lors de la présente évaluation aux actifs créés par le projet. Les actifs mis à disposition ont par ailleurs permis de forger une collaboration entre les jeunes ; en travaillant ensemble et se côtoyant, cela a favorisé la cohésion et permis des interactions pacifiques.

Des séances de sensibilisations sur la COVID 19 ont été réalisées dans l'ensemble des communes ciblées et ont touché 82% des bénéficiaires directs et 76% des bénéficiaires indirects. Ces séances ont été réalisées par différents acteurs (pas par le projet seulement) tels que les agents des ONG partenaires, la mairie, les écoles, à travers les médias (télévision et radio), les comités des jeunes, les agents de santé etc.

Ces formations ont permis une prise de conscience des communautés par rapport à l'existence de la maladie mais également le respect des mesures barrières afin de se protéger. Des kits de protection anti-covid (masque, savon pour le lavage des mains) ont été distribués. Ces mesures barrières ne seraient plus appliquées dans certaines localités car « *les gens ne croient toujours pas à l'existence de cette maladie* » (*jeunes, konna*). Il faudrait, dans le cadre d'autres projets intervenant dans ces communes, continuer les efforts de préventions contre la propagation de la covid19.

Produit 3.1 : Des actifs communautaires sont réalisés et/ou réhabilités et mis à la disposition des communautés vivant le long du fleuve pour soutenir la cohésion sociale

34 groupes AVEC regroupant 850 membres (45% femmes) ont été mis en place et ont commencé à tenir des réunions hebdomadaires qui offrent le cadre pour animer des thèmes qui les touchent notamment la paix, la sécurité, leur activité économique, l'éducation et la nutrition des enfants etc.

Sur la base du diagnostic et de la priorisation des besoins avec les bénéficiaires des infrastructures ont été réalisées il s'agit de: 2 sites de Junior Farmer Live School (JFFLS) en maraichage (Sandigui à Kona-Mopti et Tassakane- Alafia-Tombouctou) ; 2 sites de JFFLS cage flottante (2 à Bargodaga -Mopti et 1 à Bourem Inaly Tombouctou); 14 noyaux d'embouches ovines , 12 noyaux d'embouches bovines à Mopti, distribution d'intrants (piscicole, maraîchers et rizicoles) à Mopti et Tombouctou et la mise en place de comités de gestion dans chaque site est en cours.

Produit 3.2: Des conventions locales de gestion, de matérialisation et d'immatriculation des ressources et des infrastructures pastorales et agropastorales sont élaborées et mises en œuvre.

Malgré le contexte sécuritaire difficile, les bénéficiaires ont demandé la tenue de conventions locales dans Djenné les cercles (Kewa) et Youwarou (Commune de Dirma). Un protocole avec le service technique de la DRPIA en charge d'animer cette convention a été signé.

Des rencontres de sensibilisation avec l'animateur du Groupe de Recherche et d'Applications Techniques (GRAT), le sous-préfet de Kewa, le secrétaire général de la mairie, le maire, deux conseillers de la mairie et le chef de village de Kouakourou ont été organisées. Elle portait sur la mise en place des commissions foncières dans la commune de Kewa. Le processus de mise en place des commissions foncières avait été interrompu en son temps suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone. L'engagement de l'animateur du projet et le sous-préfet, ont permis d'entamer des échanges avec tous les chefs des villages pour examiner la possibilité de la mise en place au moins de la commission foncière communale. Un inventaire des conventions locales existantes a alors été fait: dans le village de Kouakourou cercle de Djenné, existence de convention locale de gestion des ressources naturelles (forestières, agricoles, pastorales, fauniques et halieutiques), une relecture et large diffusion s'en est suivi. Des conventions de gestion des ressources piscicoles ont finalement été élaborées dans les communes de Youwarou et Dirma.

Produit 3.3: Les capacités des adolescent(e)s et des jeunes filles et garçons aux métiers d'emplois décents en milieu rural sont renforcées à travers l'approche JFFLS (Junior Farmer Field and Life Schools) pour améliorer le contexte de la protection sociale

La signature d'un protocole d'accord a été signé avec les services techniques pour renforcer les capacités des bénéficiaires sur les techniques de gestions des Petits Périmètres Maraichers (PPM) dont 3 sites à Mopti et 4 sites à Tombouctou et Périmètre Irrigué villageois (PIV) dont 6 sites à Mopti et 4 sites à Tombouctou.

2.3. Impact Et Sensibilité Au Conflit

Les dynamiques de conflits actuels (à la fin du projet) sont-elles les mêmes que celles identifiées avant la mise en œuvre du projet? Comment les conflits ont été abordés et gérés dans les adolescents/jeunes? Dans quelle mesure ont été impliquées dans les activités de consolidation de la paix? Quel est impact humain du projet sur les femmes et jeunes vis-à-vis du renforcement de leur capacité pour résister aux moteurs idéologiques de l'extrémisme et contribuer à la sécurité transfrontalière? Quels changements (de comportement, dans les relations, d'attitudes ou de perception) le programme a-t-il apporté au sein des communautés cibles? Le renforcement de capacités (en communication, Do'kayidara, consolidation de paix, médiation et résolution des conflits, genre, droits et protection des enfants et gestion d'actifs) a-t-il produit un changement d'attitudes et de comportements chez les principaux bénéficiaires (adolescents et jeunes) et au sein des communautés ciblées?

Les résultats présentés précédemment ont apporté un certain nombre de changements, cependant il nous paraît trop tôt de parler d'impact. 57% des leaders affirment que ces changements positifs sont perceptibles dans les communautés bénéficiaires. Les jeunes, les femmes et les membres des communautés ont acquis de nouvelles connaissances qui ont fait évoluer leurs approches pour la prévention/gestion des conflits, ce qui n'était pas une évidence dans les contextes des communes d'intervention du projet. « *Avant le projet même les différents quartiers ne s'entendaient pas. Mais maintenant tout le monde prône la paix et le dialogue et le projet a contribué à cela* » (leader groupement éleveurs, Mopti). *Les activités de visites à domiciles (VAD),*

de production radiophoniques et de renforcement de mécanismes de résolution et de gestions de conflits centrées sur les adolescents et les jeunes ont-elles amélioré les relations entre les communautés Peulh, Bamanan et Dogon et consolidé la paix tout au long du Niger? Comment les activités de renforcement de capacités et la sensibilisation des adolescents, jeunes et les populations des zones cibles sur les risques d’abus de violences et d’exploitation et leur détection, ainsi que la création d’espaces créatifs et récréatifs ont-ils contribué à la protection des enfants et à leur épanouissement?

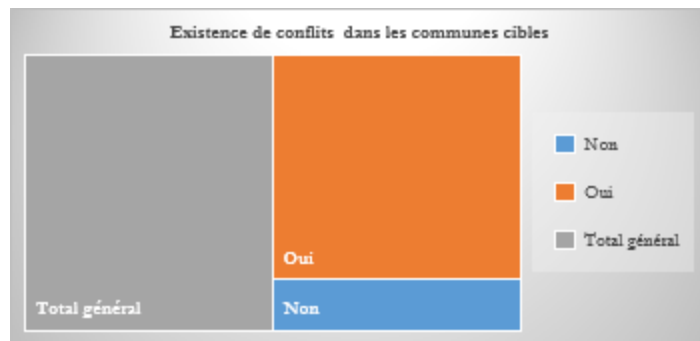
Quel a été l’apport des jeunes et adolescents bénéficiaires dans la réalisation, la réhabilitation, l’immatriculation et la gestion des actifs communautaires? La participation des jeunes et adolescents à la gestion des actifs communautaires a-t-elle contribué à renforcer la cohésion sociale? Comment les actifs communautaires contribuent-ils à la protection et au bien-être des enfants?

Les activités de sensibilisations Covid-19 dirigées par les jeunes (sondages U-reports, production radiophoniques, animation de clubs d’écoute) ont-elles contribué à informer les populations des zones cibles sur la maladie à covid-19 et renforcer sa prévention et la cohésion sociale?

Les effets du projet sont mitigés car dans certaines localités les communautés soulignent le fait que les résultats visés n’ont pas été totalement atteints (infrastructures non opérationnelles par exemple). **« Il y a peu de résultats pour espérer des changements inattendus ».** (Leader religieux, Niafunké).

Les discussions réalisées avec les jeunes (filles et garçons) parties prenantes au projet révèlent l’existence des conflits pour 81% des répondants dans la région de Mopti (communes de Konna, Pondori, Tenenkou, Youwarou, Togueré-Koumbé) et Tombouctou (communes de Niafunké, Diré et Tombouctou).

Figure 4 : Existence des conflits



Les conflits existant dans les communautés sont gérés à l’amiable en faisant recours aux leaders ou aux autorités locales, et très rarement à la justice. 88% des jeunes parties prenantes interviewées pensent que les activités du projet ont contribué à diminuer les conflits qui existent dans leurs communautés. Cela, grâce aux sensibilisations et l’adhésion de la communauté aux mécanismes résolution de conflits à l’amiable ainsi qu’à l’implication de toutes les couches (y compris les jeunes et les femmes) de la communauté dans les processus. Malgré ces contributions du projet à la prévention et à la gestion des conflits, ceux-ci existent toujours dans les localités d’intervention du projet. Le tableau suivant présente les conflits les plus récurrents par communes ciblées par l’évaluation

Tableau 8 : Conflits les plus récurrents par commune

<i>Communes</i>	Types de conflits les plus fréquents à la fin du projet
<i>Mopti</i>	
<i>Konna</i>	conflit foncier, conflit de chefferie et conflit agriculteurs et éleveur
<i>Pondori</i>	conflit politique (autour de la mairie communale)
<i>Tenenkou</i>	Conflits interpersonnels et conflits pastoraux
<i>Togueré-Koumbé</i>	Conflits internes à un groupe et conflits interpersonnels
<i>Youwarou</i>	Conflits pastoraux, conflits fonciers et conflits inter communautaires
<i>Tombouctou</i>	
<i>Dire</i>	conflits intercommunautaires et interpersonnels
<i>Niafounké</i>	Conflits pastoraux et interpersonnelles
<i>Tombouctou</i>	Conflits intercommunautaires, pastoraux et interpersonnels

Les actifs (Junior Farmer Live School en maraîchage, cage flottante, noyaux d'embouches ovines, noyaux d'embouches bovines, distribution d'intrants piscicoles, maraîchers et rizicoles) ont certes produit des résultats par endroit mais sans pourtant apporter des changements significatifs (ou un impact au-delà des revenus générés par exemple) dans les communautés cibles.

Y a-t-il eu des changements imprévus ou non recherchés, positifs ou négatifs sur les bénéficiaires, les communautés ou sur les dynamiques de conflits? Les dynamiques de conflits et l'environnement du projet ont-ils eu des effets sur la mise en œuvre des activités planifiées?

Par rapport à la sensibilité aux conflits, il a été rappelé que certains groupes/personnes sont, de fait, opposés à la paix dans certaines localités du projet. 75% des parties prenantes affirment que le projet n'a pas provoqué des changements imprévus ou non recherchés, négatifs sur les bénéficiaires, les communautés ou sur les dynamiques de conflits. La mise en œuvre a donc tenu compte des dynamiques en place afin de ne pas exacerber les conflits. Cela à travers le choix des actions menées « le projet s'est appuyé sur la sensibilisation des jeunes pour la paix et la cohésion ; la plupart des jeunes et des communautés n'aspirent qu'à la paix » (partie prenante, Niafunke). Un autre argument avancé est la conformité des activités menées par le projet avec les coutumes locales.

Cependant, il y a quelques réactions négatives signalées Togueré-Koumbé notamment où des réalisations du projet ont été détruites par des groupes armés ou des conflits dans certains ménages à cause de l'assistance d'un membre qui refuserait de partager avec les autres membres du ménage.

2.4. Efficience

Les activités ont-elles été mises en œuvre conformément au calendrier et au budget ? Les produits ont-ils été livrés de façon économique? Les ressources du projet (humaines, matérielles et financières) ont-elles été utilisées de façon optimale pour atteindre les résultats ? Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifique autre que le PBF ? Si oui, de qui et de quel montant ? Sinon, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà ?

Toutes les activités ont été mises en œuvre conformément au calendrier sauf dans la commune de Tombouctou où un retard a été constaté dans la conduite des activités rizicoles. Mais le projet a bénéficié d’une période d’extension afin de permettre la réalisation de la présente évaluation finale. Les produits (résultats) ont été livrés de façon économique/efficente mais les ressources financières dédiées à la réalisation des activités se sont avérées insuffisantes par endroit entraînant la réduction de la durée des formations à Tombouctou par exemple. Le projet a conduit à des financements complémentaires dans le cadre de la lutte pour la prévention de la COVID19 de la part de l’UNICEF; les partenaires de mise en œuvre admettent qu’aucune des tentatives spécifiques n’a été faite pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet.

Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d’autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement/les autres donateurs ?

6. D’autres acteurs intervenant dans le domaine de la consolidation de la paix, Search For Common Ground et AMSS, ont collaboré avec le projet dans une dynamique de recherche de synergie dans les communes de Diré et de Tombouctou. Des missions de suivi régulières sont organisées par les partenaires avec des agents (par commune) et un superviseur dédié au projet afin d’assurer la mise en œuvre et le suivi des activités.

2.5. Genre

Dans quelle mesure les adolescentes, les jeunes filles et les femmes ont-elles été impliquées dans la conception et la réalisation des activités du projet ? Quelle est le niveau de participation des adolescentes, jeunes filles et des femmes dans les différentes activités réalisées? Comment le renforcement de capacités en genre (masculinité et féminité positive) a-t-il amélioré la qualité de la mise en œuvre des activités du projet et contribué à son impact global sur les populations ciblées? Les productions radiophoniques ont-elles permises d’amplifier la voix des adolescentes et jeunes filles sur les questions de consolidation de la paix, des gestions des actifs communautaires et de protection des enfants? Dans quelle mesure le leadership et l’autonomisation des jeunes filles et des femmes ont-ils été renforcés par le projet?

Le projet a veillé à l’inclusion du genre et à la participation des femmes et adolescentes dans tous les aspects. Ceci est ressorti dans toutes les activités du projet notamment les sensibilisations et formations de renforcement des capacités sur les droits et protection de l’enfant où la participation des femmes et des filles a été requise et soutenue par les leaders communautaires, les élus communaux, les associations des femmes et le réseau des communicateurs traditionnels. Les capacités requises ont permis aux groupes des jeunes, filles et garçons, issus de la communauté de faciliter à leur tour des animations et mobilisations communautaires dans le cadre de la lutte contre le recrutement, les violences faites aux enfants et la COVID-19. Les groupes des femmes et des clubs des jeunes ont en outre été associés dans l’établissement des mécanismes communautaires de protection de l’enfant où ils ont joué un rôle crucial dans l’élaboration et la mise en œuvre des plans d’action sur les activités de prévention du

recrutement, promotion de la paix et de la cohésion sociale. Les adolescentes en particulier sont devenues des véritables actrices de changement à travers des VAD et l'engagement communautaire. Elles jouent également un rôle prépondérant dans la prévention de la COVID à travers les sketches, la sensibilisation sur les gestes barrières et la création de leur compte Facebook de partage des messages de prévention contre le recrutement des enfants et la lutte contre la COVID.

La dimension de l'égalité des sexes a été prise en compte dans toutes les activités réalisées dans la mise en œuvre de ce projet. Dans la commune de Diré, sur les 116 membres des CUD 52 sont des filles, à Tombouctou les activités maraîchères sont exclusivement réservées aux filles etc. L'enseignement traditionnel Do Kayidara qui demeure une innovation dans le cadre de ce projet a permis une plus grande implication et participation des filles, elles représentent 46% des participants. Le projet a permis aux filles de s'affirmer dans les localités ciblées en les impliquant dans les instances de décision.

2.6. Viabilité

Les effets des interventions sont-ils susceptibles de durer longtemps après la mise en œuvre du projet ? Quels sont les facteurs susceptibles d'entraver la durabilité des effets de l'intervention et quels sont ceux qui y contribueront ? Comment pourrait-on s'assurer que les effets du projet soient durables ?

99% des parties prenantes pensent être en mesure de partager les connaissances acquises avec la communauté après le projet car les formations reçues ont été de bonne qualité. Dans une large mesure les participants au projet trouvent que les effets provoqués sont susceptibles de durer longtemps après la mise en œuvre du projet: « nous sommes là pour assurer la relève. Les jeunes et adolescentes aussi continuent de travailler même sans le projet (leader, Diré) ». Mais certaines parties prenantes (jeunes, autorités locales) estiment qu'il faut des ressources financières même après le projet afin de perpétuer les activités de sensibilisation.

Des mécanismes ont été mis en place pour assurer la durabilité du projet. La stratégie d'intervention a été bâtie aussi (avec les organisations partenaires de la mise en œuvre) autour des points focaux désignés par localité d'intervention. Ils constituent un noyau de relais au niveau communautaire par qui passent tout le paquet d'activités; ils seront en mesure d'assurer la continuité des actions du projet. D'autres acquis comme la mise en place de clubs Dimitra et AVEC sont des mécanismes qui assurent la durabilité car ils continueront les activités même après le projet selon les jeunes.

Cela dit, il existe aussi des facteurs susceptibles d'entraver la durabilité des effets de l'intervention parmi lesquels la non implication de certains services techniques/autorités et le manque d'entretien des actifs faute de motivation ou de ressources financières. De l'avis général, le premier facteur pouvant impacter négativement les acquis du projet est l'insécurité avec ses corollaires de réduction (pour les jeunes notamment) de l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé) et de pauvreté (absence d'opportunités économiques). C'est pour cette raison que certaines parties prenantes estiment qu'il faut consolider les acquis du présent projet afin d'assurer une durabilité dans les contextes d'intervention.

Comment peut-on renforcer la participation des adolescents et jeunes y compris les filles et les femmes qu'ils soient reconnus comme des acteurs de paix ? Quelles sont les opportunités qui se présentent ou les pistes potentielles d'amélioration de l'intervention pour renforcer la protection des enfants, la résilience des communautés et la cohésion sociale dans la zone de mise en œuvre du projet?

Le fait aussi que le projet cible prioritairement les jeunes et les enfants va dans le sens de renforcer la durabilité des résultats des actions. Acteurs, les enfants et les jeunes jouent un rôle extrêmement important dans la transformation des conflits et la consolidation de la paix dans les localités cibles du projet selon les organisations partenaires. Ils, les enfants et les jeunes, également plus « ouverts » avec moins de préjugés envers les autres membres de la communauté et disposent de fortes capacités de mobilisation. Grâce au projet, ces jeunes ont la capacité de contribuer à renforcer la paix et transformer les conflits et, leur participation à ces processus est essentielle.

Les stratégies à mettre en place pour la participation et l'engagement des adolescents et jeunes, y compris les filles et les femmes, afin qu'ils soient reconnus comme des acteurs de paix doivent inclure des sensibilisations/formations (afin qu'ils soient impliqués dans les processus de paix: confiance aux jeunes et aux femmes) mais également la créations d'activités génératrices de revenus pour ces deux couches de la population. Il est aussi primordial d'impliquer l'ensemble des composantes des communautés y compris les jeunes/enfants des écoles coraniques.

3. Conclusions

Les actions du projet dans le contexte des communes ciblées dans les régions de Mopti et Tombouctou sont pertinentes. L'implication des jeunes et des femmes est opportune afin de contribuer aux efforts de prévention, de gestion des conflits et de consolidation de la paix pour la cohésion.

Le projet dans sa stratégie s'est appuyé sur des mécanismes traditionnels pour promouvoir la cohésion ainsi que des partenaires locaux qui est un fort ancrage au sein de localités d'intervention. Le paquet d'activités était complémentaire afin d'atteindre les objectifs escomptés même s'il n'a pas pu être déroulé comme prévu sur toutes les communes. Certains actifs mais également certaines activités (notamment de formation) n'ont pas pu être réalisés faute de ressources. Dans le contexte des régions et communes d'intervention de Mopti et Tombouctou, le projet aurait été ambitieux au regard aussi de sa durée et des ressources disponibles. Des préalables comme l'implication de certains services techniques ou des formations autour des actifs n'ont pas pu être effectués.

Il est par ailleurs ressorti que les jeunes sont des acteurs des conflits et peuvent développer des capacités pour contribuer à la cohésion sociale. Le fait d'impliquer l'ensemble des couches des communautés bénéficiaires utilisant différentes activités a comblé un gap dans des communautés qui aspirent à la paix. Après les formations des jeunes et femmes formés ont pu mener des actions de consolidation de la paix notamment par le biais de règlement à l'amiable. D'autres activités et actifs ont été offerts aux communautés bénéficiaires avec des résultats et diversement appréciés par celles-ci.

Des conflits persistent dans les communes d'intervention malgré les résultats atteints. Des efforts doivent être faits même après le projet afin consolider les acquis. Le contexte sécuritaire et la

situation économique (manque d'opportunités) dans les communes cibles en justifient. Afin de consolider les acquis du projet et de tirer des enseignements de la mise en œuvre de ce projet pour les actions futures, nous recommandons un certain nombre d'actions présentées dans le chapitre (recommandation) ci-dessous.

4. **Leçons Apprises**

Quelques leçons pourraient être tirées de la mise en œuvre du projet pour servir aux projets similaires dans des contextes similaires; ce sont:

- Les mécanismes traditionnels/endogènes permettent d'impliquer les couches exclues (femmes, jeunes) des processus de prévention, gestion et consolidation de la paix avec des résultats probants;
- Coupler les actions de sensibilisation/formation/information avec la création d'actifs permet de favoriser l'autonomisation des femmes/jeunes (assuré un revenu) et favoriser leur implication dans les instances de prise de décision;
- Dans des contextes en proie à divers types de conflits, la création d'actifs doit être étudiée au cas par cas afin d'éviter leur destruction par des groupes hostiles et de nuire aux participants du projet;
- La mise en place d'actions (prévention des conflits, gestions des conflits, cohésion sociale) et de création d'actifs dans un contexte d'insécurité requièrent du temps et des ressources conséquentes pour effectuer un suivi/formation d'une certaine durée avant le retrait du projet.

5. **Recommandations**

Partant des constats, des conclusions faites et des leçons tirées de la mise en oeuvre du projet, nous formulons un certain nombre de recommandations à l'endroit de différentes parties afin de pérenniser les acquis du projet finissant mais également de favoriser la mise en oeuvre dans de bonnes conditions de projets similaires dans le futur. Ces recommandations sont présentées ci-dessous en stratégiques et opérationnelles par parties prenantes.

➤ **Stratégiques:**

Au gouvernement du Mali

- Les ministères de tutelles doivent assurer la pérennisation des acquis du projet en tant que projet de type catalytique.

Aux communautés bénéficiaires

- Signer des contrats de concession des actifs pour une gestion efficace;
- Au-delà des jeunes, continuer d'examiner l'environnement social, économique et politique pour comprendre l'origine des conflits et comment les transformer.

Aux ONGs partenaires

- Dans la mesure du possible, et dans les zones respectives d'intervention, faire le lien entre les acquis du projet et d'autres projets en cours ou à venir.

A la FAO et l'UNICEF

- Établir un cadre de concertation entre différentes ONGs partenaires qui exécutent le même projet pour la coordination des actions et l'apprentissage ;
- Poursuivre les efforts d'assistance sur les thématiques du projet dans les deux régions.

➤ Opérationnelles

Aux communautés bénéficiaires

- S'investir pour la continuité des actions du projet et le fonctionnement des actifs créer en collaboration avec les leaders, autorités et surtout collectivités locales.
- Élargir le projet à d'autres communes des cercles ciblés ;
- Faciliter l'accès des partenaires intervenants dans les localités/communes ;

Aux ONGs partenaires

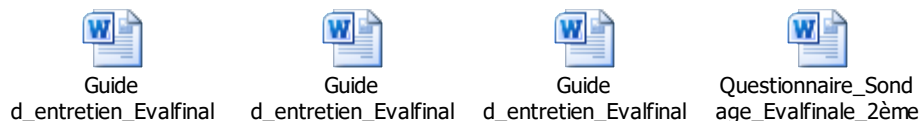
- Développer des critères de ciblage claires et connus des bénéficiaires. Des mécanismes de redevabilité (plainte/feedback) devraient être mis en place afin de communiquer avec les bénéficiaires et non bénéficiaires ;

A la FAO et l'UNICEF

- Veiller, dans le cadre du retrait du projet, que les services techniques soient impliqués et, impliquer systématiquement ces services techniques dans la mise en œuvre de projets similaires ;
- Dans le cadre d'une mise en œuvre conjointe des différents volets d'un projet, procéder plutôt à une répartition zonale des activités par partenaire de mise en œuvre pour plus d'efficacité et d'efficience.

6. Annexes

Annexe 1 : Outils



Annexe 2 : Documents Utilisés

Annexe 3 : ToR

SFCG_TermesdeRfre
nces_EvaluationFinal